



12.400

**Parlamentarische Initiative
UREK-NR.
Freigabe der Investitionen
in erneuerbare Energien
ohne Bestrafung der Grossverbraucher**

**Initiative parlementaire
CEATE-CN.
Libérer les investissements
dans le renouvelable
sans pénaliser les gros consommateurs**

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 14.03.13 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.06.13 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 06.06.13 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 13.06.13 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 21.06.13 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 21.06.13 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Berberat Didier (S, NE), pour la commission: Le projet de loi qui vous est soumis aujourd'hui est issu d'un consensus savamment négocié, puisqu'il obtient à la fois le soutien de l'économie et celui des milieux des énergies renouvelables. En effet, la combinaison d'une hausse modérée du supplément qui finance la rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC) permettant le déblocage de la plupart des projets en liste d'attente et l'allègement de la RPC pour les entreprises à forte consommation d'énergie a permis de déboucher sur un projet qui devrait pouvoir convenir à une très grande majorité de notre conseil.

Je souhaite toutefois attirer votre attention sur le fait que ce projet est un tout et que des modifications majeures touchant à l'un de ces deux axes en remettraient en cause l'ensemble. J'ai constaté que nous avons trois propositions de minorité. On reviendra tout à l'heure sur leur fond, mais je vous signale qu'elles pourraient avoir pour conséquence que le projet ne puisse pas être soumis au vote final durant cette session.

Je vous rappelle que la CEATE du Conseil national a décidé, au moyen de l'initiative parlementaire 12.400, le 21 février 2012, d'élaborer une modification de la loi du 26 juin 1998 sur l'énergie dans le double but d'augmentation du plafond de la RPC et d'allègement des entreprises à haute intensité énergétique. En première phase, ce texte a été soumis à notre commission qui, après une analyse minutieuse des

AB 2013 S 372 / BO 2013 E 372

conséquences de l'initiative parlementaire, a donné son aval le 19 juin 2012, par 8 voix contre 0 et 3 abstentions.

Afin d'élaborer un avant-projet de loi, la CEATE du Conseil national a désigné une sous-commission. Cette dernière a adopté un avant-projet qui a été avalisé le 21 août 2012 par notre commission soeur.

Suite à la procédure de consultation, l'avant-projet a été complété et la CEATE-CN a approuvé le présent projet de modification de la loi sur l'énergie par 15 voix contre 7 et 1 abstention. Le Conseil national en a fait de même lors de sa séance du 14 mars dernier, par 122 voix contre 56.

Notre commission s'est penchée sur ce projet de loi lors de ses séances des 25 avril et 23 mai derniers. Le projet a été adopté tel quel, sous réserve d'une seule modification, par 10 voix contre 0 et 1 abstention.

Le projet issu de l'initiative parlementaire 12.400 propose concrètement d'augmenter le plafond du supplément facturé pour soutenir les projets de production d'énergies renouvelables et de le faire passer de 1 centime





par kilowattheure à 1,5 centime par kilowattheure, dont 0,1 centime par kilowattheure déjà réservé pour les mesures contre les éclusées et le charriage. Cette augmentation doit permettre de débloquer la plupart de 21 500 projets en attente de toucher la RPC.

Le Conseil fédéral reconnaît qu'une telle augmentation modérée permettrait de disposer de suffisamment de moyens jusqu'à l'entrée en vigueur de la Stratégie énergétique 2050, vraisemblablement en 2017.

Dans ce contexte, afin d'améliorer le système de la RPC, il est proposé de formaliser la possibilité, pour le producteur d'énergies renouvelables, de consommer lui-même cette énergie qui ne doit par conséquent pas être décomptée comme injectée dans le réseau. Elle incite également à coordonner sa propre production et consommation: si cette possibilité existe déjà, aujourd'hui elle n'est quasiment pas appliquée du fait de son absence de formalisation.

La seconde modification de la RPC a été introduite dans le projet par le Conseil national. Il s'agit, afin d'accélérer la réduction du nombre de dossiers sur la liste d'attente, de ne plus attribuer la RPC aux projets de moins de 10 kilowatts, mais d'attribuer à ces projets une subvention initiale unique correspondant au maximum à 30 pour cent des coûts d'investissement des installations de référence. Cette méthode de promotion présente l'avantage d'amener également des simplifications administratives puisque ces installations ne nécessiteront plus un suivi sur plusieurs années.

Les deux commissions n'ont pas exclu que d'autres améliorations du système de la RPC doivent être analysées dans le cadre de la discussion qui aura lieu sur la Stratégie énergétique 2050 dans le cadre du message du Conseil fédéral. Il convient de mentionner que notre commission, après avoir demandé une étude complémentaire à l'Office fédéral de l'énergie, vous propose de porter la puissance à 30 kilowatts pour fixer la limite entre les projets qui bénéficieront de la subvention initiale unique et ceux qui pourront obtenir la RPC. Nous reviendrons bien entendu sur cette proposition de modification lors de la discussion par article puisqu'elle crée une divergence avec le Conseil national. J'ai constaté que nous avons aussi une proposition Zanetti à ce sujet. Nous souhaitons toutefois indiquer que, si la Chambre du peuple ne devait pas accepter cette modification dans le cadre d'une éventuelle procédure d'élimination des divergences, notre commission pourrait abandonner cette idée, afin de ne pas retarder l'entrée en vigueur du texte de loi et reprendre cette question dans le cadre de la Stratégie énergétique 2050.

Le deuxième objectif de l'initiative parlementaire est de permettre aux entreprises grosses consommatrices d'électricité de maintenir leur compétitivité sur le marché international où la concurrence, on le sait, est très rude. A cette fin, les consommateurs finaux pour lesquels les coûts d'électricité représentent au moins 10 pour cent de la valeur ajoutée brute sont libérés du paiement de la totalité du supplément pour financer la RPC. Ceux pour lesquels les coûts d'électricité représentent entre 5 et 10 pour cent de la valeur ajoutée brute bénéficient d'une réduction linéaire du supplément RPC. Au total, ce sont entre 300 et 600 entreprises qui seront concernées par cette possibilité.

Cette réduction en faveur des gros consommateurs est toutefois subordonnée à des objectifs d'efficacité énergétique. A terme, ce sont environ 20 pour cent des montants économisés qui devront être investis dans des mesures d'amélioration énergétique.

Enfin, il a été décidé de proposer l'initiative parlementaire 12.400 comme contre-projet indirect à l'initiative cleantech. En effet, les exigences posées par cette initiative sont en bonne partie remplies par le texte sur lequel nous allons nous prononcer. Dès lors, l'initiative parlementaire 12.400 ne sera publiée dans la Feuille fédérale qu'une fois l'initiative cleantech retirée ou rejetée. Il appartiendra donc aux initiants de décider du sort de cette initiative populaire une fois l'objet 12.400 accepté par les deux chambres.

Le Conseil fédéral – on l'entendra tout à l'heure – reconnaît l'utilité de la révision partielle de l'objet 12.400 comme premier pas dans le sens de la Stratégie énergétique 2050. Elle fait suite aux soucis permanents des deux CEATE de ne pas partir dans une direction qui serait contraire à la vision de notre gouvernement sur le futur énergétique de la Suisse. Nous remercions d'ailleurs le Conseil fédéral d'avoir renoncé à déposer des propositions de modification de ce texte.

Avant de conclure, il s'agit de rappeler que les deux commissions ont travaillé à un rythme très soutenu afin de permettre une mise en vigueur de ce texte au 1er janvier 2014 déjà. En effet, il est urgent de trouver une solution pour la liste d'attente de la RPC et également d'appuyer nos entreprises grandes consommatrices d'électricité qui sont soumises à une forte pression internationale.

A cette fin, nous vous prions d'entrer en matière sur le projet de révision de l'objet 12.400. Notre commission est d'avis que chacun dans cette salle doit faire un pas vers l'autre afin d'améliorer la situation de notre pays et de répondre aux défis énergétiques qui nous attendent.

Luginbühl Werner (BD, BE): Die parlamentarische Initiative 12.400 verfolgt, wie es ihr Titel sagt, zwei Ziele:



erstens die Entlastung der Grossverbraucher und zweitens die Verstärkung der Förderung der erneuerbaren Energien; das hauptsächlich durch einen Abbau der KEV-Warteliste. Das sind an und für sich zwei etwas divergierende Anliegen. Das Geschäft wurde wahrscheinlich deshalb auch schon als Kuhhandel bezeichnet. Man kann es so nennen, man könnte es etwas freundlicher auch als Kompromiss bezeichnen. Tatsächlich ist den einen primär die Entlastung der Grossverbraucher wichtig, den anderen der Abbau der Warteliste. Realpolitisch ist das eine nicht ohne das andere zu erhalten.

Nun kann man sich natürlich die Frage stellen, ob zwei bis drei Jahre vor Inkrafttreten der neuen Gesetzgebung im Rahmen der Energiestrategie 2050 eine solche Anpassung noch sinnvoll ist; dies umso mehr, als der Kommission ein grundlegender Umbau der KEV im Rahmen der Energiestrategie 2050 in Aussicht gestellt wurde. Wir sprechen hier also eigentlich von einer Übergangslösung von zwei bis drei Jahren. Weil ich die Entlastung der Grossverbraucher als dringlich erachte, ist für mich die Antwort klar: Ja, es braucht diese Gesetzesänderung, und sie muss nach meiner Auffassung auf den 1. Januar 2014 in Kraft treten.

Wie sieht die Entlastung aus, die vorgeschlagen wird? Betriebe, deren Stromkosten mehr als 5 Prozent der Bruttowertschöpfung betragen, werden teilweise von der KEV entlastet; Betriebe, bei denen dieser Anteil mehr als 10 Prozent beträgt, werden vollständig von der KEV entlastet. Diese Entlastung ist ein dringendes Anliegen, welches in den beiden UREK seit Jahren diskutiert wird. In der EU kann die Industrie seit je auf eine vollständige Entlastung von der Förderabgabe zählen. Die Differenz zwischen den Energiepreisen für die Schweizer Industrie und jenen für die Konkurrenz im Ausland ist in den letzten Jahren stetig grösser geworden. Zusammen mit dem starken Franken ist dies für verschiedene Unternehmen zu einem existenziellen Problem geworden. Darum braucht es rasch eine Lösung.

AB 2013 S 373 / BO 2013 E 373

Für mich persönlich ist diese Entlastung der wichtigste Teil dieser Vorlage. Aber sie enthält, wie erwähnt, ein zweites Element. Die KEV, wie wir sie heute anwenden, hat ihre Stärken, aber auch ihre Schwächen. Als wichtigste Schwächen werden genannt: die hohen Vollzugskosten, dass sie sehr kompliziert und bürokratisch sei, die Marktverzerrung, die innovationshemmende Komponente und die mangelnde Planungssicherheit.

Man darf sich die Frage stellen, ob ein System, das doch mit gewissen Mängeln behaftet ist, noch verstärkt werden soll. Es wird mit dieser Vorlage natürlich verstärkt. Ich habe gesagt, warum ich der Meinung bin, dass wir auf die Vorlage eintreten sollten. Wenn wir aber diesen Schritt Richtung Verstärkung machen, sollten wir zumindest die bisherigen Erfahrungen – auch die negativen Erfahrungen mit der Förderpolitik in Deutschland und ihren Auswirkungen auf die Schweiz, beispielsweise bei der Wasserkraft – berücksichtigen und Korrekturen, die wir heute bereits vornehmen können, auch wirklich vornehmen.

Die Vorlage sieht ja vor, die Summe der Zuschläge von heute 1 auf maximal 1,5 Rappen pro Kilowattstunde zu erhöhen, dies mit dem Ziel, die Förderung der neuen erneuerbaren Energien zu verstärken und die KEV-Warteliste massiv abzubauen. Der Nationalrat hat beschlossen, für Solaranlagen unter 10 Kilowatt nicht mehr eine KEV zu bezahlen, sondern einmalig einen Teil der Investitionskosten zu vergüten. Die UREK-SR unterstützt diese Stossrichtung einstimmig. Beim Vorstoss zum Umbau der KEV war die Kommission einhellig der Meinung, dass man eine Grenze festlegen sollte und dass man sie nicht bei 10, sondern sogar bei 30 Kilowatt ziehen sollte – allerdings erst auf das Jahr 2017. Die Differenz besteht nur darin, dass die Mehrheit bereits jetzt, im Rahmen dieser Vorlage, bei 30 Kilowatt eine Grenze ziehen und die Minderheit die Vorlage nicht mit dieser Frage belasten möchte.

Warum beantragt Ihnen die Mehrheit eine Grenze von 30 Kilowatt und nicht von 10? Die Grenze von 30 Kilowatt verfügt über verschiedene Vorteile: Erstens können Anlagen unter 30 Kilowatt normalerweise ohne Probleme und ohne Massnahmen ins Netz integriert werden. Zweitens müssen Anlagen bis 30 Kilowatt auch künftig gegenüber dem Eidgenössischen Starkstrominspektorat keine Planvorlagen erfüllen. Drittens könnten – das zeigt sich, wenn man die Warteliste zu Rate zieht – mit dieser Pauschale zusätzlich zu den etwa 9600 Anlagen unter 10 Kilowatt fast 6000 Anlagen zwischen 10 und 30 Kilowatt gefördert werden. Damit erfolgen viertens eine rasche und massive administrative Entlastung und ein rascher Abbau der Warteliste. Fünftens, ein sehr wesentlicher Grund: Die Mittel, die wir bei der Pauschalabgeltung einsetzen, betragen nur etwa einen Drittel jener Mittel, die wir über die KEV über eine lange Laufzeit ausbezahlen müssen. Damit wird eine der Schwächen der heutigen KEV doch eindeutig gemindert.

Trotzdem ist die Mehrheit der Kommission zuversichtlich, dass mit diesem Vorgehen die Attraktivität, Anlagen wirklich zu realisieren, kaum beeinträchtigt würde. Warum nicht? Die Investoren erhalten erstens 30 Prozent der Investitionskosten, zweitens haben sie den Eigenverbrauch als Möglichkeit, um ihre Anlagen zu amortisieren, drittens können sie den Herkunftsnachweis verkaufen – dies ergibt zugegebenermassen im Moment nicht sehr viel –, und viertens profitieren sie in der Regel von Steuererleichterungen. Durch diese Beiträge



und Entlastungen bestehen nach Auffassung der Kommission genügend Anreize, die Investitionen trotzdem zu tätigen.

Ich bitte Sie daher, auf das Geschäft einzutreten, der Grenze von 30 Kilowatt zuzustimmen und auch den Antrag Schmid Martin zu Artikel 7abis Absatz 1 zu unterstützen. Dies war nämlich auch in der Kommission bereits ein Thema, und dieser Antrag wurde mit dem knappestmöglichen Resultat abgelehnt.

Freitag Pankraz (RL, GL): Die Vorlage entspricht einem Menü aus zwei Hauptgängen: Der gute Teil des Menüs ist die Entlastung der energieintensiven Betriebe; eine solche ist dringend nötig. Der Teil mit der KEV-Erhöhung hingegen schmeckt mir nicht: Wir sollten ein wirksameres KEV-System haben, ehe wir über eine Erhöhung des Abgabemaximums diskutieren. Die neue Regelung der Subventionen für kleine Fotovoltaikanlagen ist in der Variante unserer UREK immerhin eine bekömmliche Zutat. Sie hilft, die riesige Warteliste in diesem Bereich besser zu bewältigen, auch finanziell. Gesamthaft ist das aufgetischte Menü also schwer verdaulich. Ich bin aber bereit, es in der Fassung unserer Kommission zu schlucken.

Ich komme zu den einzelnen Teilen:

Bei der Entlastung der energieintensiven Betriebe ist die Vorlage massvoll und zielgerichtet, einerseits mit einer klaren Abstufung nach Energiekostenanteil, andererseits mit der Verpflichtung zu einer Zielvereinbarung über die Energieeffizienz: Mindestens 20 Prozent des Rückerstattungsbetrags müssen für Effizienzmassnahmen eingesetzt werden; das ist zweckmässig. Bei der Umsetzung sollte aber die Wirkung im Vordergrund stehen: Entscheidend ist nicht, was die Massnahmen kosten, sondern welche Einsparungen sie bringen und wie es überprüft, das heisst gemessen, wird. Heute arbeitet man in diesem Bereich ja oft mit berechneten Werten. Wenn man die Einsparungen aber einmal wirklich misst, erlebt man Überraschungen – meistens keine positiven.

Etwas unsicher macht mich die Tatsache, dass die EU-Wettbewerbskommission vor wenigen Wochen ein Verfahren gegen Deutschland eingeleitet hat, wegen Wettbewerbsverzerrung durch Rückerstattung von Netzaufgaben an energieintensive Unternehmungen und durch Einspeisevergütungen. Unser Fall liegt etwas anders, aber die EU ist gegenüber der Schweiz bekanntlich wenig zimperlich. Sollte in diesem Bereich etwas passieren, gehe ich davon aus, dass die ganze Vorlage hinfällig wird – so, wie wenn die Cleantech-Initiative nicht zurückgezogen würde. Die Vorlage wurde ja immer als Gesamtpaket verkauft. Es kann aus meiner Sicht nicht sein, dass am Ende nur noch der weniger schmeckende Teil im Teller ist.

Damit komme ich zum zweiten Teil: Das bisherige KEV-System zeitigt zwar durchaus Erfolge, ist aber nicht effizient und belastet mit seinen langfristigen Finanzverpflichtungen auch noch die nächste Generation. Von befristeter Anschubfinanzierung ist schon lange nicht mehr die Rede. Die Energiestrategie 2050 sieht gegenüber 2011 eine Vervierfachung der Subventionen bis 2040 vor. Heute reden wir über einen deutlichen Schritt in diese Richtung. Ich frage Sie: Was ist nachhaltig an einer Energieproduktion, die wir über Jahrzehnte subventionieren müssen? Was ist nachhaltig an einer Fotovoltaikanlage, die ich morgen auf meinem Hausdach installieren lasse und für die ich dann fünfundzwanzig Jahre lang praktisch gleich hohe Subventionen kriege, unabhängig davon, ob der Strom überhaupt gebraucht werden kann oder nicht, und bei der ich nach dem heutigen Regime die Netzkosten auch noch grosszügig den anderen überlasse? Wie erkläre ich meinem zwei Monate alten Enkel, dass wir hier ein System ausbauen, für das er in zwanzig Jahren zahlen müssen, ohne etwas dazu sagen zu können und ohne etwas davon zu haben? Wenn die Voraussagen über die Technologieentwicklung stimmen, wird er in zwanzig Jahren die KEV-Abgabe im von mir erwähnten Fall für eine total veraltete Fotovoltaikanlage zahlen – veraltet bezüglich Wirkungsgrad, Zuverlässigkeit, Entsorgungsfähigkeit und Kosten. Er wird das nicht verstehen. Er kann es jetzt nicht verstehen, weil er noch zu klein ist, er wird es aber auch später nicht verstehen, weil es nicht wirklich stimmig, nicht nachhaltig ist.

Das Ziel muss doch eigentlich lauten: Wir wollen möglichst viel erneuerbaren Strom pro Subventionsfranken. Wir wollen eine nachhaltige Entwicklung, also eine, die sich nach einem gewissen Zeitpunkt selber trägt und im Markt bestehen kann.

Etwas, was mir zunehmend Sorge macht, ist die aktuelle Situation unserer eigenen, mit grossem Abstand wichtigsten erneuerbaren Energie, der Wasserkraft. Plakativ gesagt, beschädigen die hochsubventionierten Wind- und

AB 2013 S 374 / BO 2013 E 374

Solarenergien aus Deutschland bzw. Europa das Geschäftsmodell unserer Wasserkraft. Diese Energien sind nicht zuverlässig, aber zu gewissen Zeiten stehen sie zu Tiefpreisen zur Verfügung, und unsere Turbinen stehen still. Die Speicherkraftwerke braucht es nach wie vor. Wenn aber ein Drittel oder sogar die Hälfte der bisherigen Betriebszeiten wegfällt, muss ganz neu gerechnet werden. Erneuerungs- und Ausbauinvestitionen





lohn sich nicht mehr, und Investitionen werden dann gestoppt.

Ich erwähne ein Beispiel aus meinem Kanton, das Fätschbachwerk in Linthal. Im Rahmen des Ausbaus der Wasserkraft, gemäss Energiestrategie gewünscht, sogar gefordert, hat die Axpo ein Erneuerungsprojekt, das auch eine gewisse Mehrproduktion gebracht hätte, gestartet. In unserer Regionalzeitung vom 18. April war unter dem Titel "Axpo streicht die Segel wegen Solar- und Windstrom" zu lesen, dass auf den Ausbau verzichtet wird, weil er sich bei den aktuellen Strompreisen nicht rechnet. Man wird jetzt die Verlängerung der Konzession erst 2029 beantragen. Damit wird auch die Vergrösserung der Druckstollen abgeblasen, obschon das auch umweltmässig ein spannendes Thema wäre. Durch einen grösseren Querschnitt nehmen die Reibungsverluste ab. Mit dem gleichen Wasser, also ohne irgendeine Umweltbeeinträchtigung, kann mehr Strom produziert werden. Aber der Stollenbau kostet. Bei den Engadiner Kraftwerken gibt es Berechnungen, dass bei einer Verdoppelung des Querschnitts beim Druckstollen Ova Spin-Pradella die Produktion um 32 Millionen Kilowattstunden gesteigert werden könnte. Das entspricht etwa 27 Fussballfeldern voll Fotovoltaikanlagen. Es rechnet sich aber nicht, weil Wasserkraftanlagen über 10 Megawatt keine Subventionen erhalten.

Bei den zehn grössten Wasserkraftwerken gäbe es bei einer Verdoppelung des Querschnitts der Druckstollen ein geschätztes Potenzial von 300 Millionen Kilowattstunden pro Jahr. Das ist doppelt so viel, wie die auf der aktuellen KEV-Warteliste stehenden 15 500 Fotovoltaikanlagen bis zu einer Grösse von 30 Kilowatt produzieren würden – doppelt so viel! Das Potenzial könnte mit deutlich weniger Geld ausgeschöpft werden. Die Umsetzung wird aber nicht unterstützt und darum auch nicht gemacht. Es gibt weitere Beispiele für Investitionen, die nicht getätigt werden.

Das heutige Menü müssen wir wohl schlucken, aber mit der Energiestrategie 2050 muss unser KEV-System dringend umgebaut werden. Wir können in Deutschland sehen, wohin es führt, wenn wir einfach weitermachen, nach dem Motto "mehr vom Bisherigen", also einfach eine Erhöhung der KEV. Es braucht ein wirkungs- und marktorientiertes System, eine netzsolidarische Eigenverbrauchsregelung. Wir müssen die Fristen der finanziellen Verpflichtungen drastisch reduzieren, und wir müssen den vorgesehenen Ausbau unserer Wasserkraft sichern. Die neue Regelung für Fotovoltaikanlagen bis 30 Kilowatt ist immerhin ein erster und guter Schritt in diese Richtung. Es müssen aber weitere und grössere Schritte folgen.

Zusammenfassend: Eine schnelle Lösung für energieintensive Betriebe ist nötig. Die Anschubfinanzierung für Fotovoltaikanlagen bis 30 Kilowatt ist positiv.

Darum bin ich, ohne Begeisterung, für Eintreten.

Imoberdorf René (CE, VS): Mit der vorliegenden parlamentarischen Initiative soll die kostendeckende Einspeisevergütung einen ersten Umbau erfahren. Die KEV-Zuschläge werden schrittweise auf 1,5 Rappen pro Kilowattstunde erhöht. Zusammen mit der Einmalvergütung für Fotovoltaikanlagen unter 10 Kilowatt kann die Warteliste für die über 21 500 Solarstromanlagen rascher abgebaut werden. Auch die Eigenverbrauchsregelung ist vernünftig und sinnvoll. Zusätzlich sollen stromintensive Unternehmen vollumfänglich oder teilweise entlastet werden.

Der Kommissionspräsident und meine Vorredner haben Sie ausführlich über den Inhalt der Vorlage informiert. Ich möchte das nicht wiederholen. Ich möchte nur noch auf die Dringlichkeit der Umsetzung dieser Vorlage eingehen. Bereits im September 2011 beschloss unsere Kommission, eine Kommissionsinitiative mit dem Ziel der Befreiung der Grossverbraucher von den KEV-Zuschlägen auszuarbeiten. Gleichzeitig arbeitete unsere Schwesterkommission an einer Vorlage mit dem Ziel, die Warteliste bei den KEV-Gesuchen schneller abbauen zu können. Beide parlamentarischen Initiativen verlangten Massnahmen, die zur sofortigen Lösung zweier unbestrittener Probleme notwendig sind, nämlich die Entlastung der Grossverbraucher und den beschleunigten Abbau der Warteliste für KEV-Gesuche.

Aufgrund der Dringlichkeit haben wir die beiden Vorlagen nun zur vorliegenden parlamentarischen Initiative verschmolzen. Damit die Vorlage am 1. Januar 2014 in Kraft treten kann, müssen wir sie in dieser Session verabschieden. Folgen Sie dem Antrag der Kommission, die Einmalvergütung bei 30 Kilowatt statt bei 10 Kilowatt zu begrenzen, geht das Geschäft zurück an den Nationalrat. Dort wird die Vorlage bereits am Donnerstag behandelt werden. Die UREK-NR und der Nationalrat haben damit die Möglichkeit, über die Begrenzung bezüglich der Einmalvergütung zu debattieren.

Ich möchte Sie aber bitten, es bei dieser Differenz zu belassen und die Einzelanträge abzulehnen, damit wir diese Vorlage wirklich während dieser Session verabschieden können. Sonst wird die ganze Angelegenheit vermutlich zu spät umgesetzt werden, weil dann parallel dazu auch die Energiestrategie 2050 läuft.

Ich möchte Sie bitten, auf das Geschäft einzutreten, der Differenz, die die Kommission geschaffen hat, zuzustimmen und die Einzelanträge abzulehnen.



Bruderer Wyss Pascale (S, AG): Wir behandeln heute ja einige wegweisende Vorlagen im Bereich der Energiepolitik. Wie es sich gehört, möchte ich kurz meine Interessenbindungen in diesem Bereich offenlegen: Ich bin Präsidentin des Vereins Cleantech Aargau, der den Brückenschlag zwischen Wirtschaft, Wissenschaft und Öffentlichkeit macht und natürlich auch auf das Cleantech-Potenzial in unserem Kanton aufmerksam machen will; ich sitze zudem im politischen Beirat des Wirtschaftsverbands Swisscleantech und im Verwaltungsrat eines KMU, welches unter anderem im Bereich der Gebäudetechnik und der Energieberatung tätig ist.

Kollege Freitag hat die grosse gesellschaftspolitische Aufgabe erwähnt. Wir haben in den kommenden Monaten und Jahren eine Energiepolitik zu entwickeln haben, die wir auch gegenüber den nächsten Generationen erklären und für die wir auf lange Sicht geradestehen können. Ich glaube, dass es ganz genau darum geht, generationenübergreifend Verantwortung wahrzunehmen. Auch wenn das ganz grosse Geschäft – die Energiestrategie – noch nicht vorliegt, so haben wir doch heute die Chance, erste wesentliche Wegstrecken der Energiewende in Angriff zu nehmen und diese eben auch zu gestalten.

Ich werde mich nicht bei all den heute traktandierten Geschäften zu Wort melden, werde mir aber erlauben, jetzt etwas ausführlicher zu sein, weil die parlamentarische Initiative 12.400, über die wir hier sprechen, schon als Vorzeigemodell funktionieren kann. Diese parlamentarische Initiative scheint mir zu demonstrieren, wie es uns gelingen kann, die energiepolitischen Herausforderungen zu packen, indem sowohl den Interessen der Ökologie als auch den Interessen der Ökonomie Rechnung getragen wird, indem eben Kompromisse gesucht werden und indem dort, wo Dringlichkeit gegeben ist, auch wirklich rasch nötige Massnahmen getroffen und Rahmenbedingungen festgelegt werden. Dies soll, auf übergeordneter Ebene, als erste Würdigung verstanden sein, bevor ich einige Punkte etwas detaillierter anschau.

Zunächst zur Dringlichkeit: Sie wurde bereits erwähnt, auch im Votum des Vorredners, und ich möchte meinerseits betonen, dass sie gegeben ist – dies auch angesichts der offenen Fragen, die es im Rahmen der Detailberatung zu klären gibt, und angesichts der verschiedenen Einzelanträge. Die Dringlichkeit ist in zweierlei Hinsicht gross: punkto Entlastung der stromintensiven Betriebe und punkto einer Deblockade in Bezug auf die erneuerbaren Energien. Beide Punkte verdienen und erfordern es meines Erachtens, rasch

AB 2013 S 375 / BO 2013 E 375

angegangen zu werden. Das rechtfertigt den Entscheid des Nationalrates und auch unserer Kommission, diesen Teil der energiepolitischen Fragen vorzuziehen und nicht erst im Rahmen der grossen Diskussion zur Energiestrategie zu beantworten; eine Inkraftsetzung dieser Punkte per Anfang 2014 – Ziel ist der 1. Januar 2014 – sollte ermöglicht werden. Der Bundesrat ist grosso modo mit der Stossrichtung und auch mit diesem Fahrplan einverstanden.

Wenn wir die Details anschauen, gilt es, auch diese zu würdigen. Die Eigenverbrauchsregelung führt dazu, dass die selbstproduzierte Energie am Ort der Produktion ganz oder teilweise selbst verbraucht werden kann. Das schafft natürlich den durchaus erwünschten verstärkten Anreiz, den Strom dann zu verbrauchen, wenn man ihn produziert. Das ist sinnvoll, auch und nicht zuletzt hinsichtlich der Belastung der Netze, die so verringert werden kann. All diese Fragen rund um die Netze werden wir ja mit der Netzstrategie dann noch intensiver zu beraten haben.

Den Wechsel vom KEV-System hin zu einer Einmalvergütung für kleinere neue Fotovoltaikanlagen befürworte ich ebenfalls. Dieser Teil der Vorlage wurde ja gerade aufgrund der Energiestrategie und auch der Vernehmlassungsantworten zu diesem Geschäft vorgeschlagen. Die Frage stellt sich aber, ab welcher Grösse respektive Leistung dieser Wechsel vollzogen werden soll. Wir haben dazu in der Kommission einen Bericht angefordert. Dieser hat gezeigt, dass es eine Diskussion wert ist, diese Schwelle zu erhöhen. Obschon ich diese Diskussion begrüsse und hinsichtlich der Energiestrategie wichtig finde, war ich in der Kommission doch sehr kritisch gegenüber der Idee, diese Diskussion jetzt schon hier im Rahmen dieser Vorlage auszutragen, deren Qualität gerade die Tatsache ist, dass sie auf dringliche Fragen dringliche Antworten geben kann. Das müssen wir im Auge behalten, wenn wir nachher die Einzelanträge behandeln.

Der Grund, weshalb ich in der Kommission den Weg unserer Kommission, hier eine höhere Grenze einzuführen, unterstützen konnte, war einzig und alleine die in der Kommission einstimmig vertretene Haltung, dass mit dieser Frage die parlamentarische Initiative selber und auch deren Fahrplan nicht infrage gestellt werden sollten. Der Kommissionsprecher, unser Kommissionspräsident, hat dies erwähnt. Er hat auch erläutert, wie die Tonalität in der Kommissionsdebatte in etwa war. Man hielt schlicht und einfach beides für möglich: Entweder werde die Frage als nicht sehr wesentlich angeschaut und diese Modifikation werde deshalb nicht zu grossen Diskussionen und auch nicht zu einer zeitlichen Verschiebung führen, oder aber dieser Modifikationsvorschlag – das war aus Sicht der Kommission die andere Variante – könne tatsächlich grosse Wellen werfen und dann müsse man halt im weiteren Verlauf wieder einschwenken, um eine Schlussabstimmung am Ende



dieser Session nicht zu gefährden.

Das war der Stand der Dinge. Die Reaktionen auf unseren Kommissionsentscheid, auf unseren Vorschlag zeigen mir nun aber relativ deutlich, dass es sich für viele Akteure keineswegs nur um eine kleine Modifikation handelt, die zu nicht allzu grossen Diskussionen führen wird. Das leuchtet mir ein angesichts der Tatsache, dass eine Erhöhung auf 30 Kilowatt dann eben längst nicht nur Ein- und Mehrfamilienhäuser betrifft, sondern durchaus auch landwirtschaftliche Projekte, durchaus auch gewerbliche Projekte. Für Letztere sind halt die Angebote Eigenverbrauchsregelung und Einmalvergütung nicht sehr attraktiv.

Ich bin angesichts der bereits jetzt erhaltenen Reaktionen überzeugt, dass es richtig wäre und richtig ist, diese Frage nicht im Rahmen dieser Vorlage, nicht im Rahmen dieses sorgfältig vorbereiteten Kompromisses auszudiskutieren, sondern sauber aufzubereiten und im Rahmen der Energiestrategie zu klären. Dass unsere Kommission einen anderen Weg eingeschlagen hat, halte ich absolut für legitim, das möchte ich hier deponieren. Auch wenn ich schon in der Kommission sehr kritisch war, halte ich es für legitim, aber eben doch auch für zu riskant. Diese Haltung vertrete ich noch immer, umso mehr, als ich gesehen habe, wie jetzt die Reaktionen ausgefallen sind. Es erstaunt Sie deshalb wohl auch nicht, dass ich den Antrag Zanetti, der nun vorliegt, unterstützen werde. Es macht Sinn, nicht von der nationalrätlichen Fassung abzuweichen, wenn es sich nicht unbedingt aufdrängt. Wir werden noch genügend Gelegenheiten haben, diese Frage und auch andere, die mit anderen Einzelanträgen aufgeworfen wurden, zu klären, zu beantworten und dann eben auch im Rahmen der Energiestrategie aufzugleisen. Aber – und hier danke ich für das Votum von Kollege Imoberdorf – ich möchte Sie ebenfalls bitten, hier auf weitere Anpassungen zu verzichten und möglichst bei der nationalrätlichen Fassung zu bleiben.

Ich freue mich, dass wir heute über diese wegweisende Vorlage befinden können. Sie wurde ja im Nationalrat als eigentlicher Durchbruch bezeichnet und mit grossem Mehr angenommen – zu Recht, finde ich. Das volkswirtschaftliche Potenzial, das angesichts der auf der KEV-Warteliste im Moment blockierten Projekte brachliegt, ist enorm, das volkswirtschaftliche Potenzial im Bereich Cleantech ist überhaupt enorm. Nehmen wir das Beispiel der Fotovoltaikpanels. Es wurden um dieses Thema herum negative Beispiele erwähnt, ich denke aber, dass es sich lohnt, darüber nachzudenken, dass die Produktion der Fotovoltaikpanels das eine ist, dass solche Panels aber vor Ort installiert, angeschlossen, betrieben und gewartet werden. Das ist eine echte Chance für unser Gewerbe, das ja mit viel Know-how in diesem Bereich auftrumpfen kann. Ich könnte weitere Beispiele nennen, möchte es aber hier dabei bewenden lassen.

Ich bin glücklich, dass wir heute über diese Vorlage befinden können. Ich bin der Meinung, dass sie ein Meilenstein ist; sie ist ein gutschweizerischer Kompromiss im positiven Sinn, und sie ist ein echter energiepolitischer Fortschritt. Wir tun gut daran, diesen nicht zu überladen, sondern so zu behandeln, dass er in dieser Session auch wirklich verabschiedet werden kann.

Theiler Georges (RL, LU): Ich bin grundsätzlich für Eintreten auf die Vorlage, und zwar so, wie sie von der Ständeratskommission verabschiedet worden ist, also mit 30 Kilowatt. Ich verzichte auch darauf, jetzt weit auszuholen und alles auszubreiten. Mir ist vor allem sehr wichtig, dass die energieintensiven Betriebe entlastet werden. Wir haben im Kanton Luzern drei sehr energieintensive Betriebe: Kronospan Schweiz AG, Schmolz und Bickenbach Stahlcenter AG sowie die Perlen Papier AG. Die Papierfabrik in Perlen hat höhere Energiekosten als Personalkosten, dessen muss man sich bewusst sein. Man spricht in der Schweiz sehr schnell und sehr locker von Wettbewerbsnachteilen und denkt dabei eigentlich immer nur an die Löhne. Dass es Betriebe gibt, die von künstlich steigenden Energiekosten betroffen sind, vergessen wir allzu leicht. Deshalb habe ich mich schon sehr früh für diese Vorlage, die ja einzeln daherkam, eingesetzt. Die Vorlage ist im Nationalrat dann mit der KEV-Vorlage verknüpft worden, und ich meine, dass wir bei der KEV etwas rasch vorwärtsgegangen sind, ohne die Fragen, die sich bei der Einspeisevergütung stellen, in ihrer ganzen Breite à fond zu klären. Das ist etwas unschön an diesem Kompromiss, aber offenbar ist das notwendig.

Was haben wir bei der KEV richtig gemacht, und was haben wir, zum Beispiel im Vergleich zu Deutschland, falsch gemacht? Deutschland hat im Vergleich zur schweizerischen Lösung keine Deckelung nach oben. Wir haben damals stark für diesen Deckel gekämpft. Ich weiss, dass dieser Deckel auch kritisiert worden ist, weil viele Projekte auf die Warteliste kamen, als man beim Deckel anstand, und man deshalb gewisse Förderungen nicht oder noch nicht machen konnte. In Deutschland gibt es keinen Deckel. Da ist einfach eingespiesen worden, und heute erweist es sich als riesiges Problem, dass diese Vergütungen auf einem viel zu hohen Niveau während Jahren ausbezahlt werden müssen. Wir haben diesen Fehler zum Glück nicht gemacht. Das ist der eine Grund, weshalb ich dieser Lösung zustimmen kann.

Ich finde die Lösung mit dem Eigenverbrauch eigentlich eine gute Neuerung; es ist eine Kann-Formulierung, man kann, aber man muss nicht. Nur müssen wir dort auf das achten, was Herr Kollege Freitag gesagt hat.



Was passiert dann

AB 2013 S 376 / BO 2013 E 376

eigentlich mit den Kosten, die durch die Netznutzung entstehen? Das Netz nutzen heisst nichts anderes, als eine Batterie zu nutzen, die man selber nicht anschafft. Wir wissen, was eine Batterie kostet – da muss man irgendwelche Lösungen finden. Ich bitte Sie, Frau Bundesrätin, dafür zu sorgen, dass das kommt, d. h. zu regeln, wie man diese Batterieleistung an den Kunden verrechnen kann. Es kann nicht sein, dass er zu den gleichen Konditionen Strom bezieht und damit im Grunde genommen seine Batteriekosten auf andere abwälzt. Das würde ich als nicht korrekt betrachten.

Ich bin grundsätzlich mit dem Umbau der KEV, mit diesem ersten Schritt, einverstanden. Wie ich gesagt habe, wird es sicher noch weiter gehen müssen. Dass man nun kleine Anlagen pauschal abgelden wird, ist mit Bestimmtheit bürokratisch eine riesige Vereinfachung. Man hat einmal eine Abklärung zu machen, einmal eine Zahlung zu leisten, und dann ist die Sache erledigt. Es wird auch bedeutend weniger kosten. Es betrifft ja auch die Kleinanlagen. Ich glaube nicht, dass alle Anlagen im gleichen Ausmass förderungswürdig sind. Man kann sagen, dass psychologisch gesehen jede Anlage, die kommt, schön und nett ist. Man muss aber einfach auch anerkennen, dass Kleinstanlagen zur Energiewende nichts oder nur ganz wenig beitragen werden.

Wir sprechen jetzt hier bei den 30 Kilowatt Leistung, für die ich mich einsetze, von einer Fläche von etwa 200 Quadratmetern an Panels; da können Sie selber ausrechnen, wo das etwa noch Platz hat. Es mag einzelne Fälle geben, wo ein Mehrfamilienhaus dann gerade nicht mehr reinpasst oder schon eine grössere Fläche benötigen würde, um in die andere Kategorie, nämlich in das heutige System, zu wechseln. Das muss man aber in Kauf nehmen, irgendwo gibt es eine Schnittstelle. Wenn wir aber auf 30 Kilowatt gehen, dann haben wir eine wesentlich grössere Menge, die wir in Zukunft mit diesem pauschalen, vereinfachten System abrechnen können.

Ich möchte noch etwas zu den Bemerkungen zur Wasserkraft sagen. Ich kenne die Probleme der Wasserkraft auch, und ich mache mir auch Sorgen. Aber ich glaube, es wäre falsch, das nun alles in einen Brei zu mischen und dafür nun auch noch eine Lösung zu suchen. Ich glaube, die Probleme, welche die Wasserkraft jetzt erhalten hat, sind wesentlich wegen des billigen, subventionierten Stroms aus Deutschland entstanden. Unsere Menge hätte nie und nimmer dazu gereicht, die Strompreise so in die Tiefe zu bringen, wie das jetzt zum Teil geschehen ist. Wenn ich höre, dass wir für die Einspeisung von Wasser in unsere Stauseen über Mittag bei schönem Sonnenschein und schönem Wind in der Nordsee noch Geld bekommen, damit wir den Strom überhaupt abnehmen, dann muss ich schon sagen, dass man in diesem System irgendwelche Fehler begangen hat. In diese Richtung müssen wir Lösungen suchen, sonst wird der Anreiz, in die Wasserkraft zu investieren, tatsächlich völlig verschwinden. Das wäre falsch, weil die Wasserkraft leistungsmässig natürlich sehr viel bringt, auch mit kleineren Anlagen.

Ich bitte Sie also, auf die Vorlage einzutreten und dem Einzelantrag Zanetti nicht zuzustimmen, aber der Lösung von Herrn Schmid, die wir tatsächlich in der Kommission diskutiert haben und die meiner Meinung nach richtig ist. Der Bundesrat soll diese Frage in der Verordnung klären, nicht einfach diese Muss-Bestimmung quasi ohne Ausnahmen in das Gesetz einbauen. Das wäre mein Anliegen, und ich bitte Sie, ihm zu entsprechen.

Cramer Robert (G, GE): Tout d'abord, je tiens à dire que, contrairement à un certain nombre de personnes qui se sont exprimées, je n'ai aucune espèce d'intérêt direct ou indirect dans des entreprises qui produisent de l'électricité. Par ailleurs, j'ai dû me faire excuser parce que j'étais en voyage avec le Bureau du Conseil des Etats lors de la séance de commission durant laquelle cet objet a été traité. C'est vous dire que pour ce débat d'entrée en matière, j'ai un certain détachement.

Toutefois, je tiens à formuler trois réflexions. La première, c'est qu'il est réjouissant que ce débat ait lieu, car nous menons un débat où l'on parle en réalité de la façon dont nous allons subventionner une activité, parce que, que la subvention vienne de l'Etat ou qu'elle soit imposée aux consommateurs d'électricité par un prélèvement sur les réseaux, cela revient finalement au même. Je trouve que cela contraste de façon frappante avec ce qu'il en a été lorsque l'on a eu à parler d'énergie nucléaire. On parle ici d'un débat qui porte sur quelques millions ou dizaines de millions de francs par année. Le recours à l'énergie nucléaire a été subventionné directement ou indirectement soit par les collectivités publiques, soit par des entreprises possédées par les collectivités publiques à hauteur de centaines de millions, voire à hauteur de milliards de francs. Il est donc très réjouissant que nous ayons ce débat, mais en même temps, nous devons avoir à l'esprit la mesure des choses et nous devons bien être conscients que les sommes dont nous parlons, s'agissant du domaine de l'électricité, sont en réalité des sommes de relativement petite importance.





La deuxième réflexion, c'est que le vrai problème que posent les nouvelles énergies renouvelables, c'est-à-dire le photovoltaïque et l'éolien, c'est leur succès phénoménal. Ceux à qui cela pose un problème, ce sont les grosses entreprises d'électricité suisses, les "Überlandwerke". Pourquoi? Parce qu'au début des années 2000, nous avons inventé en Suisse un modèle d'affaires. On a créé des "business plans" qui reposaient sur l'idée suivante. En Suisse, nous avons de l'eau et des barrages. La nuit, nous allons acheter de l'électricité très bon marché en Europe avec laquelle nous allons faire remonter l'eau dans nos barrages pour produire de l'énergie d'origine hydraulique aux heures de pointe et la réinjecter dans le réseau électrique européen en la vendant très cher. Malheureusement, à midi, il y a généralement du soleil. Alors, en Allemagne, où l'on s'est équipé de façon massive en infrastructures de production d'énergie photovoltaïque, à midi, le soir et aux heures de pointe, il y a de l'énergie relativement bon marché qui arrive sur le réseau électrique. Ce sont ces nouvelles énergies renouvelables qui condamnent le modèle d'affaires suisse.

Alors oui, c'est vrai, le système allemand pose problème! Mais, il ne pose pas un problème à l'Allemagne! Il pose un problème à la Suisse parce qu'il condamne un modèle d'affaires que nous avons conçu et qui ne fonctionne plus aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle Axpo et Alpiq ont de telles difficultés actuellement. Elles avaient imaginé quelque chose et ce qu'elles ont imaginé ne marche pas. Voilà l'origine de nos difficultés. Dire que l'on a examiné soigneusement ce qu'il en est en Allemagne et que c'est une catastrophe, c'est bien sûr juste. C'est une catastrophe pour la Suisse, mais certainement pas pour l'Allemagne!

Maintenant, qu'allons-nous faire de ce modèle à succès? Nous avons aujourd'hui en Suisse un débat qui me fait penser étrangement au débat que l'on a sur les questions bancaires.

Ma troisième réflexion part d'une question: sommes-nous proactifs, essayons-nous d'aller vers un modèle à succès, ou sommes-nous réactifs, c'est-à-dire que nous nous défendons jusqu'au moment où il sera trop tard? Ce débat, nous l'avons également dans cette salle entre ceux qui regardent l'avenir dans un rétroviseur et ceux qui essaient d'aller de l'avant.

Hélas, regarder l'avenir dans un rétroviseur, c'est un peu le parti pris de ceux qui seraient censés défendre l'économie. Ceux qui sont censés être les porte-parole des entrepreneurs, de ceux qui ont des idées, de ceux qui formulent des propositions pour ce pays se montrent étrangement frileux. Nous n'avons pas à les suivre sur ce point.

Nous avons une responsabilité par rapport à l'avenir de notre pays et c'est la raison pour laquelle non seulement, bien sûr, je voterai l'entrée en matière sur le projet de loi, mais je serai favorable à tous les modèles qui nous permettent d'aller le plus loin possible dans la promotion des nouvelles énergies renouvelables. Tout à l'heure, je me permettrai de reprendre la parole lors du débat entre les 10 et les 30 kilowatts, pour essayer de vous convaincre qu'il n'y a qu'une seule réponse possible dans ce débat: celle

AB 2013 S 377 / BO 2013 E 377

d'adhérer à la décision du Conseil national de limiter à 10 kilowatts la puissance installée.

Eberle Roland (V, TG): Das Votum von Kollege Cramer provoziert mich ein bisschen, doch noch einige Dinge ins richtige Licht zu rücken. Ich finde es, gelinde gesagt, ein bisschen problematisch, wenn man die alten erneuerbaren Energien und die neuen erneuerbaren Energien jetzt gegeneinander ausspielt; es kommt mir so vor. Ich spreche nicht vom Nuklearteil. Die Versorgungssicherheit in Bezug auf die Alimentierung mit Energie ist eine sehr wichtige Aufgabe, da sind wir uns vermutlich einig. Es war in der Geschichte so, und es wird auch in Zukunft so sein, mindestens nach meinem Dafürhalten, dass die entsprechende Versorgung auch einen Hauptauftrag der öffentlichen Hand darstellt. Es ist so, dass in den letzten hundert Jahren alle Kantone und auch der Bund mit seiner Wirtschaftsleistung und seinem Steuersubstrat letztlich durchaus gut gefahren sind, indem die Energieversorgung in der öffentlichen Hand war und weitestgehend ist.

Ich spreche als Verwaltungsrat der Axpo, ich habe eine solche Verpflichtung. Die Axpo gehört vollumfänglich der öffentlichen Hand. Jeder Franken, den die Axpo verdient hat, ist entweder als Dividende an die öffentliche Hand zurückgeflossen oder in eine sehr intakte Infrastruktur investiert worden. Ich bringe das Beispiel von Linth-Limmern, Pumpspeicherung, ein Investitionsentscheid vor einigen Jahren. Da schien die betriebswirtschaftliche Sonne noch sehr hell über den Betriebsrechnungen und den Kalkulationen in den Businessplänen. Das sind Beträge in Milliardenhöhe. Wenn wir uns überlegen, ob solche Beträge künftig noch investiert werden, in welche Energien auch immer: Da braucht es eine gewisse Wirtschaftlichkeit, sonst wird niemand mehr investieren. Es stellt sich die Frage, wohin wir da kommen. Ich bin der Meinung, dass diese selige bzw. unselige, massivste Subventionierung von neuen erneuerbaren Energien nicht nur das Glück Deutschlands oder von Europa ist, es ist auch ein Fluch, wie ich sehe, wenn ich die Belastung der EU, insbesondere von Deutschland, anschau: Es sind über 100 Milliarden Euro, die heute verpflichtet sind. Die öffentliche Diskussi-



on in Deutschland dreht sich im Moment sehr um die Frage, ob diese unheimlich langfristige Subventionierung dieser erneuerbaren Energien überhaupt noch finanzierbar sein wird.

Ich bin, auf die Vorlage zurückkommend, klar der Meinung, dass es richtig ist, dass man auch die neuen erneuerbaren Energien mit Anschubfinanzierungen fördert, damit sich diese Industrie auch entsprechend etablieren kann. Ich kann aber bei einer ökonomischen Betrachtung der Lage in Europa – die Stromwirtschaft und der Handel mit Strom sind europäisch organisiert – sehr grosse Nachteile erkennen; da beurteile ich die Lage ein bisschen anders als unser Kollege Cramer. Die Lage ist äusserst unterschiedlich in Bezug auf die Einwirkungen dieser milliardenhohen Subventionen auf die Preisbildung und die Sicherheit hinsichtlich Investitionen beispielsweise in die Wasserkraft. Diese Aspekte zeigen, dass die Subventionierung nicht nur ein Segen, sondern auch ein Fluch ist. Es ist zudem tatsächlich so, dass unsere Energieproduzenten mit diesen neuen Geschäftsmodellen gefordert sind. Auf der anderen Seite kann man weder die Physik noch die Ökonomie vergewaltigen; das geht nicht, wir stossen da an Grenzen. Ob es richtig ist, dass wir jetzt die gleichen Fehler machen und ebenfalls milliardenhohe Subventionen in diese neuen erneuerbaren Energien sprechen wollen – Stichwort: stochastische Energieproduktion –, was im Vergleich zur Wasserkraft eine relativ schlechte und problematische Wirkung hätte, wird die Zukunft zeigen.

Ich bin sehr gerne bereit, mich dieser Diskussion über die erneuerbaren Energien und über die Energiewende zu stellen. Ich bin auch der Meinung, dass der Kompromiss, wie er jetzt mit dieser Vorlage zur Debatte steht, gut ist. Die Tatsache, dass die Fotovoltaikbranche jetzt jault, weil wir auf 30 Kilowatt Leistung gehen, zeigt ja genau das Problem: Man verliert einen Teil der ökonomischen Rechnung, wenn man auf die Vergütung der eingespiessenen Energie verzichtet. Wenn wir also heute bei Anlagen bis 10 Kilowatt eine Anschubfinanzierung leisten und dann keine Einspeisevergütung, so ist klar: Von einem ökonomischen Modell von 30-Kilowatt-Anlagen ausgehend, rechnet man damit, dass der Staat diese Einspeisevergütung immer leistet. Deshalb ist der Widerstand so wahnsinnig gross geworden; deshalb haben wir von allen Seiten massenhaft Post erhalten, in welcher beklagt wird, dass man nicht auf die Beiträge verzichten könne, wo man doch ein entsprechendes Modell ausgearbeitet habe.

Das ist natürlich auch zu bedenken. Wir müssen ja nachhaltige Systeme entwickeln, wollen wir in zwanzig, dreissig Jahren von einer erfolgreichen Energiewende sprechen. Insofern ist es, denke ich, okay, dass die international tätigen Grossverbraucher hier bei einem wesentlichen Faktor der Produktionskosten – damit komme ich zum zweiten Teil dieser Vorlage – eine entsprechende Entlastung suchen. Das ist verständlich. Diese Schwerindustrie ist gefährdet; ich weiss, wovon ich spreche, bin ich doch – leider oder glücklicherweise – auch in einem Verwaltungsrat, der die Verantwortung für rund zehntausend Menschen trägt, die in dieser Industrie arbeiten und aus Schrott Edelstahl und Spezialstahl produzieren. Wollen wir in unserem Land hierauf verzichten oder nicht? Das sind Fragen, die hier zu berücksichtigen sind.

Deshalb bitte ich Sie, auf diese Vorlage einzutreten und den Anträgen der Kommission zuzustimmen.

Bischof Pirmin (CE, SO): Ich schliesse gerne an den letzten Satz meines Vorredners an. Wir machen hier ja nicht nur Energiepolitik, sondern auch ein gutes Stück Wirtschafts- und Industriepolitik. Ich komme aus einem Kanton, der auch noch einige dieser Firmen hat, die sehr viel Energie verbrauchen: Das betrifft die Stahlindustrie, die Glasindustrie, die Papierindustrie, und ein Teil machen noch die Nahrungsmittel- und die chemische Industrie aus. Es sind etwa fünfzig Unternehmungen in der Schweiz.

Wenn man den freien Markt bei den Preisen spielen liesse, könnten diese Unternehmungen, weil sie grösstenteils sehr gut geführt sind, auch gut leben. Wenn man aber in der EU den Markt eben nicht frei spielen lässt und wir Nachbarländer haben wie traditionell Italien und Frankreich und seit einigen Jahren auch Deutschland, die ihre energieintensiven Industrien verdeckt oder offen massiv subventionieren, dann riskieren wir, wenn wir nichts machen, dass wir schlicht diese ganzen Industrien verlieren, und zwar schnell. Die Energiepreise haben bei diesen Unternehmungen keinen dekorativen Charakter, sondern sie sind existenziell. Es kommt nicht einmal darauf an, wie hoch der Energiepreis ist, es kommt darauf an, wie hoch der Energiepreis relativ ist, im Vergleich zu den Ländern rundherum.

Deshalb freue ich mich sehr über die Vorlage, die wir vor uns haben, speziell über Artikel 15bbis, über den wir nachher nicht mehr sprechen, weil wir dort keine Differenzen haben. Mit diesem Artikel setzt die parlamentarische Initiative die richtigen Zeichen für diese Industrien, jedenfalls für den Fall, dass diese Industrien auch bereit sind, die nötigen Umwelt- und Energiesparmassnahmen zu treffen. Der entsprechende Link ist im Artikel vorgesehen. Ich habe das selber mit meiner Motion 11.3749, "Überlebenschance für die energieintensive Industrie", vorgeschlagen, die ja heute traktandiert ist und die vom Bundesrat erfreulicherweise zur Annahme empfohlen wird.

Ich trage jetzt etwas zur Beschleunigung unseres Verfahrens und zum Energiesparen bei, indem ich derart



befriedigt über die Vorlage 12.400 bin, dass ich meine Motion hiermit zurückziehen kann.

Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): Ringraziamo il consigliere agli Stati Bischof per questo gesto costruttivo.

Engler Stefan (CE, GR): Ich gebe meine Interessenbindung bekannt: Ich bin Verwaltungsratspräsident der Grischelektra; das ist eine Gesellschaft des Kantons und der Gemeinden, die nicht selber Strom produziert, die aber die

AB 2013 S 378 / BO 2013 E 378

Beteiligungenergie, also Wasserkraft, verwertet. Daraus sehen Sie, dass ich der Wasserkraft nahestehe. Es wurde verschiedentlich gesagt, es gelinge hier, einen sogenannten Kuhhandel zu schliessen oder, vornehmer gesagt, einen gutschweizerischen Kompromiss zwischen den Interessen der stromintensiven Industrie und den Interessen der Erbauer von Anlagen zur Gewinnung von erneuerbaren Energien zu finden, und als Drittes möchte man gleich auch noch die Cleantech-Initiative damit abfangen. Auch wenn der Kompromiss am Schluss gut ist, kann man jetzt trotzdem nicht einfach den Schleier darüberlegen, sondern man muss auch Entwicklungen ansprechen dürfen, die meiner Meinung nach im Auge zu behalten sind. Das gilt spätestens dann, wenn wir über die Konkretisierung der Energiestrategie diskutieren werden.

Wir sind uns ja gemeinhin einig, dass die Energiewende oder, besser gesagt, die Stromwende dann gelingt, wenn die Anbieter mehr Strom aus erneuerbaren Energien produzieren, gleichzeitig aber der Stromkonsum reduziert wird. Im Moment setzen wir dafür vorwiegend auf staatliche Förderung, auf Umlagefinanzierungen durch die Konsumenten, aber auch auf Verbrauchs- bzw. Effizienzvorschriften. Das führt, namentlich durch die Umlagefinanzierung der KEV, nicht nur zu guten Resultaten, um nicht von Kollateralschäden bzw. Marktverzerrungen zu sprechen; diese wurden jetzt auch verschiedentlich in der Diskussion angesprochen. Ich möchte Ihnen das an einem konkreten Beispiel etwas verdeutlichen.

Erste grobe Berechnungen bezüglich der Wasserkraft im Kanton Graubünden haben ergeben, dass allein im vergangenen Jahr der gesamte in Graubünden produzierte Strom am Strommarkt 350 bis 400 Millionen Franken weniger eingebracht hat. Mitunter ein wesentlicher Grund dafür sind marktfremde Stützungen eines Strompreises – ich spreche nicht von "Subventionen", wenn man lieber "Umlagefinanzierungen" hört! –, der dazu geführt hat, dass die Wasserkraft am Markt an Wert verloren hat. Das trifft natürlich die Eigner der betroffenen Unternehmungen, die Gemeinden, aber auch die Kantone. Die Folgen sind die, dass die Erträge dieser Gesellschaften sinken und dass diese auch kaum mehr in der Lage sind, durch neue Investitionen in Kraftwerke einen Beitrag dafür zu leisten, dass die erneuerbaren Energien zulegen können.

Weiter, das ist nicht ganz unwesentlich, dürfte die Verhandlungsposition der Gemeinden, der Kantone im Hinblick auf die vielen anstehenden Heimfälle von Kraftwerken massiv geschwächt werden. Die Einspeisung von Strom aus marktfremd verbilligten neuen erneuerbaren Energien vor allem in Deutschland minimiert die Profitabilität der konventionellen Wasserkrafterzeugung. Die Wasserkraft gerät dadurch in Gefahr, zur immer weniger wirtschaftlichen Lückenbüsserin zu verkümmern – es sei denn, es gelänge, wie es Kollege Theiler gesagt hat, der Speicherfunktion der Wasserkraft einen Wert, ein Preisetikett zu geben.

Wenn wir von der Stromwende sprechen, sprechen wir auch bei uns von Plan, von Quote, von Förderung. Ich bin zutiefst überzeugt, dass wir das auf die Länge nicht durchhalten können und dass wir uns besser heute als morgen auf eine stärkere Nutzung der Anpassungskräfte von Markt und Wettbewerb auch zwischen den verschiedenen erneuerbaren Energien verlassen sollten. Unter welchem Widerspruch das heutige System leidet, zeigt sich eigentlich exemplarisch an der Grossverbraucherentlastungs-Diskussion, die wir hier führen, wenn nämlich schlussendlich mindestens indirekt Haushalte und Gewerbe dafür aufkommen, wenn Strom für die stromintensive Industrie zu teuer geworden ist.

Wenn Sie es mir erlauben, noch ein Gedanke zur zweiten Achse, die bezüglich der Stromwende verfolgt wird, nämlich zum Energiesparen, zur Energieeffizienz. An sich müsste man für Effizienztechniken ganz ähnlich wie für die Produktion bzw. auch für die Förderung der Produktionstechnologien Anreize schaffen. Man könnte damit erreichen, dass daraus auch ein wirksamer Wettbewerb zwischen Energieangebotstechnologien und Energieeinspartetechniken resultieren würde.

Ich werde die Vorlage unterstützen, werde aber mit einem Einzelantrag versuchen, diesen Megatanker etwas in eine andere Richtung zu bewegen. Ich mache damit im Hinblick auf die Energiestrategie 2050 die Anregung, dass nämlich im Interesse von mehr Effizienz, von mehr Wirksamkeit bezüglich erneuerbarer Energien neu auch die Produktion aus Erneuerungen und aus Sanierungen von bestehenden Wasserkraftwerken KEV-anspruchsberechtigt sein soll.



Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): Il nostro efficientissimo segretario mi rende attento che il consigliere agli Stati Bischof non può ritirare la sua mozione 11.3749 che a suo tempo aveva depositato quale consigliere nazionale e che nel frattempo è stata accettata dal Consiglio nazionale. Per cui, malgrado la sua dichiarazione, tratteremo ugualmente la mozione.

Berberat Didier (S, NE), pour la commission: J'ai deux remarques à faire: effectivement, Monsieur Freitag a dit qu'il s'agissait d'un menu en deux parties, une qui lui plaisait et l'autre non. Il est clair que, dans cette salle, la partie déplaisante peut ne pas être la même en fonction des personnes. C'est donc une question de goûts et de couleurs. Puis, la bienséance veut que, quand on est invité à manger, on mange les deux parties du menu. Je vous demande donc d'accepter ces deux parties. C'est un consensus, comme je l'ai dit, sagement négocié.

Je mettrai juste en garde le conseil contre le fait que plus il y aura de divergences, plus les chances qu'une votation finale ait lieu le 21 juin – c'est-à-dire le dernier jour de la session – s'éloigneront. Je vous signale donc que si vous souhaitez réellement que cette loi entre en vigueur le 1er janvier 2014, avec la publication dans la Feuille fédérale pour le délai référendaire, il est impératif que nous en terminions avec cette loi afin que le vote final puisse avoir lieu le 21 juin prochain. Après, vous prendrez vos responsabilités. C'est vraiment important, parce qu'il s'agit d'une demande qui vient des personnes qui souhaitent soutenir l'industrie à haute consommation ainsi que de celles qui souhaitent faire en sorte que l'on déplafonne la RPC.

Je vous demande donc d'être prudents dans ce domaine.

Leuthard Doris, Bundesrätin: Ich danke Ihnen für die Debatte und dafür, dass Sie – so, wie es aussieht – auf diese Vorlage eintreten werden. Es ist ja nicht eine Vorlage des Bundesrates. Wir haben es nie sehr gerne, wenn man Einzelprobleme aus einer "vue d'ensemble", aus einer kohärenten Gesetzgebung herauslöst. Wir haben uns aber auch nicht dagegen gewehrt, weil Sie mit dieser Vorlage – so, wie sie konzipiert ist – gegenüber der Botschaft des Bundesrates ein oder, je nachdem, auch zwei Jahre Zeit gewinnen. Die Revision gemäss Botschaft dürfte, wenn man die längeren Debatten im Parlament einberechnet, sicher nicht vor 2015 oder 2016 in Kraft treten. Insofern stellt sich der Bundesrat diesem Anliegen nicht entgegen, auch wenn wir damit – das kam in einzelnen Voten zum Ausdruck – die effektiven Probleme der KEV nur zu einem kleinen Teil beseitigen können. Das können Sie in eine Vorlage, die ein kleiner Wurf ist, nicht auch noch mit einbeziehen. Es handelt sich also um eine Übergangslösung, aber sie zielt in die richtige Richtung.

Vor einem Jahr wurden in den Räten zig Motionen angenommen, mit dem Ziel, die Deckelung ganz oder teilweise aufzuheben, mit dem Ziel, die Warteliste abzubauen, und mit dem Ziel, die Grossverbraucher zu entlasten. All das haben Sie somit politisch auch unterstützt. Insofern ist diese Vorlage kohärent.

Ich äussere mich im Folgenden vor allem auch zu den Fragen, die im Zusammenhang mit diesen Problemen aufgeworfen worden sind. Beginnen wir mit der Erhöhung des Netzzuschlages von heute 1 auf 1,5 Rappen. Es ist mit Sicherheit so, dass das im Sinne einer Sofortmassnahme die Massnahmen zur Förderung der Stromproduktion aus erneuerbaren Energien unterstützt. Wir haben damit jährlich rund 300 Millionen Franken mehr zur Verfügung. Angesichts

AB 2013 S 379 / BO 2013 E 379

der Warteliste glauben wir auch, dass sehr viele gutwillige Projektanten, die aus eigener Initiative etwas tun wollen, deren Projekte aber bisher halt noch nicht behandelt werden konnten und ohne diese Erhöhung noch auf Jahre hinaus blockiert wären, davon profitieren können. Das macht Sinn; mit den weiteren 300 Millionen Franken können wir tatsächlich die Warteliste – je nachdem, wie viele Projekte dann noch wegfallen werden – bis zu den Projekten aus dem Jahr 2011 reduzieren. Die Warteliste wird also nicht vollständig abgebaut, aber ein grosser Teil der hängigen Gesuche kann einer Lösung zugeführt werden.

Wir begrüssen grundsätzlich, dass die gesetzliche Verankerung der Eigenverbrauchsregelung jetzt vorgenommen wird. Auch das betrifft eine Erfahrung aus der bisherigen KEV: Es ist relativ unverständlich für jemanden, der selber Strom produziert und einspeist, dass er diesen zu einem Preis, den ihm das Elektrizitätswerk vorschreibt, wieder zurückkaufen muss. Das ist ein Systemfehler. Wir meinen, damit setzen wir einen neuen Anreiz, was auch zu einer Entlastung der Netze führen kann.

Mit den höheren Zubaumengen bei der Fotovoltaik ab 2014 haben wir auch noch die Diskussion, wie wir das langfristig lösen wollen. Sie wissen, dass der Bundesrat nach wie vor auf jährlichen Kontingenten beharrt, und zwar nicht, weil er gegen die Fotovoltaik ist, sondern weil mit der verbesserten Technologie der Steuer-, der Förderfranken besser eingesetzt wird. Wir wollen eine kontinuierliche Förderung, einen kontinuierlichen Profit aus dem technologischen Fortschritt. Mit einer schnellen und unkontrollierten Förderung würde die Fotovoltaik



gegenüber anderen Technologien übermässig privilegiert; das wäre nicht im Sinne der auf lange Frist angelegten Energiepolitik. Wir werden dann gestützt darauf auch die Zubaumengen für die Fotovoltaik im Gesetz anpassen. Denn mit diesen erhöhten Fördergeldern werden natürlich auch die Ziele für 2020, 2035 anzupassen sein: Mit den zusätzlichen Geldern dürfen wir hoffentlich mehr installierte Leistung erwarten.

Die Einmalvergütung für kleine Fotovoltaikanlagen hatte der Bundesrat selber vorgeschlagen. Wir sind einverstanden, dass das Parlament dies bereits in diesem Gesetz verankert und die Vergütung schon auslöst, sie somit vorzieht, weil wir tatsächlich überzeugt sind, dass dieses Instrument sehr hilfreich ist. Die heutige Regelung ist äusserst schwerfällig; es muss zwanzig, fünfundzwanzig Jahre lang Einspeisevergütung bezahlt werden. Österreich hat Einspeisevergütungsdauern von zehn bis fünfzehn Jahren, in anderen Staaten sind sie noch kürzer. Wir subventionieren hier mit zwanzig und fünfundzwanzig Jahren auch im europäischen Kontext sehr lange. Wir werden das korrigieren, es wird vom Bundesrat im Rahmen der Botschaft vorgeschlagen werden. Insofern ist die Einmalvergütung auch in Hinsicht auf die Administration ein Vorteil.

Weil es Kleinanlagen sind, meinen wir, dass sehr viele Investoren wahrscheinlich eher mit einer Einmalvergütung zufrieden sind als mit einer Rente, die sie fünfundzwanzig Jahre lang erhalten würden. Für sehr viele dieser Investoren spielen 10 000 Franken eine Rolle. Diese bekommen sie dann cash. Das fördert eigentlich zusätzlich den Anreiz, in Kleinanlagen zu investieren. Kleinvieh macht auch Mist; deshalb sind wir überzeugt, dass es richtig ist, hier diese vielen kleineren Hausanlagen zu fördern. Wenn es uns gelingt, gleichzeitig im Gebäudebereich mit dem Gebäudeprogramm die Massnahmen bei älteren Liegenschaften umzusetzen, wenn es uns etwa gelingt, im Wärmebereich – bei der Warmwasseraufbereitung – die Häuser schlussendlich so auszustatten, dass sie sehr nahe an die Eigenversorgung kommen, dann ist das natürlich sehr wertvoll, dann entlastet das massiv. Wir haben etwa in Bayern heute sehr viele Gemeinden, die in der Gesamtbetrachtung schon ziemlich autark geworden sind. Das entlastet natürlich auch wieder das Netz, das wir dann tatsächlich für die Industrie und für die Grossverbraucher besser nutzen können.

Erlauben Sie mir jetzt schon eine Bemerkung zu den Änderungen der UREK-SR, wonach die Grenze bei 30 Kilowatt gezogen werden soll; ich würde in der Detailberatung auf eine Wortmeldung verzichten. Hier geht es um eine Grenze, bei der man Folgendes überlegen muss: Wo setzen wir den Förderfranken am besten ein? Was bedeutet das für die Warteliste? Wenn wir die drei grössten Klassen – Anlagen bis 10, bis 20 und bis 30 Kilowatt – auf der Warteliste anschauen, so sehen wir, dass das bei allen drei Kategorien etwa gleich viel an Investitionshilfen ausmacht, nämlich je etwa 80 Millionen Franken. Wir haben in der Kategorie unter 10 Kilowatt bis Januar 2013 etwa 10 000 angemeldete Anlagen; in den Kategorien zwischen 10 und 30 Kilowatt sind es etwa 5800. Mit der Ausdehnung auf 30 Kilowatt können Sie also rund 5800 Anlagen zusätzlich mit der Einmalvergütung fördern. Wir meinen, das mache aufgrund des Fördervolumens, aber auch aufgrund der Mittel von etwa je 80 Millionen Franken Sinn. Schwenken Sie also auf die Lösung mit der Grenze von 30 Kilowatt ein, dann ist es so. Sie entspricht auch den Anpassungen des Eidgenössischen Starkstrominspektors; damit ergäbe sich auch eine gewisse Vereinheitlichung. Ich würde diese Grenze selbstverständlich in der Botschaft zur Energiestrategie übernehmen und dann nicht nach nur wenigen Monaten wieder ein neues Konzept vorschlagen. Das würde keinen Sinn machen. Hier müssen wir vielmehr Rechtssicherheit schaffen und mindestens für ein paar Jahre bei den jetzt festgelegten Grenzen bleiben, sonst werden wir die Investoren abschrecken.

Einige Bemerkungen zu gewissen Punkten, bei denen wir gewünscht hätten, die Kommission wäre präziser gewesen: Ich habe schon die Kontingente, die Mittel für die Fotovoltaikanlagen erwähnt. Man sollte hier auch bei den Einmalvergütungen eine gestaffelte Freigabe vornehmen, um einen stetigen Zubau zu garantieren. Das Freigabetempo soll bezüglich der betroffenen Anlagen hoch sein. Hier möchten wir deshalb, dass der Abbau innert zweier Jahre vorgenommen werden kann.

Wichtig wäre es auch, den Baubeginn zu regeln. Unserer Meinung nach dürfte erst mit dem Bau einer Anlage begonnen werden, wenn die Vergütung zugesichert oder ein vorzeitiger Baubeginn bewilligt worden ist. Sonst haben wir hier die Problematik, dass diejenigen, die sich nicht an die Bestimmungen halten, trotzdem anklopfen, um eine Einmalvergütung nachfragen, und wenn dann das Kontingent schon ausgeschöpft ist, können wir das nicht finanzieren. Dann müssten wir die Finanzierung auf das nachfolgende Jahr übertragen oder schauen, dass das Kontingent nicht ausgeschöpft ist. Operativ gibt es hier also schon noch ein paar Fragen. Wir versuchen, diese Fragen auf Verordnungsebene bestmöglich zu klären, aber es wäre schön gewesen, wenn diese Fragen vom Gesetzgeber selber geklärt worden wären; das ist uns in dieser Schnellübung jetzt halt nicht gelungen, und das sind jeweils die Auswirkungen, die wir nicht so gerne sehen.

Es gibt auch die Problematik betreffend die Erweiterung von bestehenden Anlagen – ich habe gesehen, dass hierzu noch ein Einzelantrag gestellt wurde. Was ist eine Erweiterung? Ist es eine Erweiterung, wenn ich zwei zusätzliche Panels auf meinem Dach montiere? Ist dies bereits eine Erweiterung, und berechtigt dies



wieder zu einer Einmalvergütung? Diese Frage ist eben auch nicht so ganz präzise geregelt. Ich begrüsse den Einzelantrag Schmid Martin deshalb sehr. Er stellt klar, dass es vor allem um wesentliche Erweiterungen von bestehenden und neuen Anlagen geht und dass nicht jede noch so kleine Erweiterung berücksichtigt wird – das würde Bürokratie und Kosten auslösen, das wäre nicht sinnvoll.

Was die stromintensiven Unternehmen betrifft, ist es sicher ein Wunsch, der von allen mitgetragen wird, dass wir den Kreis der Unternehmen, die profitieren können, von 30 auf rund 300 bis 600 Unternehmen mit einem Stromverbrauch von 5 bis 7 Terawattstunden erweitern. Das ist für den Werkplatz Schweiz wichtig. Wenn wir dies mit den Zielvereinbarungen koppeln, haben wir auch etwas davon. Herr Ständerat Freitag hat in diesem Zusammenhang etwas Wichtiges angetönt; seine Bemerkung ist einerseits richtig, andererseits aber nicht ganz präzise. Es ist so, dass diverse Staaten der EU, die Grossverbrauchern Entlastungen gewährt

AB 2013 S 380 / BO 2013 E 380

haben, mit der Begründung eingeklagt wurden, das sei beihilfeähnlich. Österreich verlor und musste sein System anpassen. Bei Deutschland wurde gesagt, dass die gewährte Entlastung eine unerlaubte Beihilfe ist.

Wir haben den Vorschlag Ihrer Kommission geprüft und hätten es gerne gesehen, wenn nicht nur 20 Prozent, sondern 100 Prozent der Reinvestitionen für Energieeffizienzmassnahmen vorgesehen worden wären. Dann hätte nämlich kein Problem mehr bezüglich der Beihilfen bestanden. Das wollten Sie nicht, es ist nun aber so. Ich mahne jetzt einfach an: Das ist nicht ganz mit der heutigen Beihilfe-Rechtsprechung der EU kompatibel. Wir sind aber kein EU-Mitglied und sind am Verhandeln punkto Stromabkommen. Hier wäre jedoch die erwähnte Komponente der sicherere Weg gewesen, um diese Problematik ganz zu vermeiden. Ich gehe nicht davon aus, dass wir in den nächsten zwei, drei Jahren EU-Mitglied werden oder dieses Abkommen dann schon in Kraft sein wird. Somit dürfte das nicht zu grossen Problemen führen. Es muss Ihnen aber künftig, auch bei der Beratung im Herbst, im Hinterkopf sein, dass man Entlastungen – das sind dann eben Subventionen von Grossverbrauchern – in der Regel an eine Gegenleistung koppeln muss, weil man ansonsten von einer klassischen Subvention sprechen müsste, was sehr schnell eben auch problematisch werden kann. Die Vorlage wird somit von uns grundsätzlich als mit den internationalen Verpflichtungen vereinbar eingeschätzt – einfach mit dieser kleinen Bemerkung, die ich mir noch erlaubt habe.

Zu den Voten vielleicht noch folgende Bemerkungen meinerseits:

1. Von vielen von Ihnen ist moniert worden, die Wasserkraft, die im Moment grosse Probleme am Markt habe, werde benachteiligt. Das ist natürlich so. Die Anbieter von Energie aus Wasserkraft leiden im Moment an den günstigen Strompreisen in der EU, die natürlich auf den sehr starken und raschen Ausbau der erneuerbaren Energien zurückgehen. Es ist unbestrittenermassen so; dazu haben auch gewisse übermässige Förderungen – notabene von Deutschland – beigetragen. Es gibt hier aber natürlich auch eine andere Sicht. Die Betreiber von Wasserkraftanlagen haben jahrzehntelang von guten Margen profitiert. Ich nehme deshalb an, dass ein Unternehmen, das während vierzig Jahren vom Markt profitiert hat, zwei, drei Jahre an Marktverwerfungen aushalten kann. Wenn nicht, so hätte das Management sein Unternehmen nicht optimal aufgestellt.

2. Ja, wir haben in Europa derzeit sehr günstige Tarife. Davon kann der Konsument profitieren. Ich als Konsumentin bin froh, dass die Panels so billig geworden sind. Wer in der EU Strom bezieht und einkauft, das gilt auch für kleine Energieversorgungsunternehmen, profitiert vom günstigen Einkauf von Strom. Viele Unternehmen, Herr Engler, können in ihrer Einkaufspolitik die schlechteren Wasserpreise ein Stück weit mit den günstigen Preisen, die sie in der EU am Markt bekommen, kompensieren. Das ist eben Markt.

3. Wir möchten ja an diesen Markt andocken. Insofern ist es eine Tatsache, dass der EU-Strommarkt für den Konsumenten eben durchaus auch Vorteile bringen kann. Heute profitieren nur die Grossverbraucher davon, denn sie sind ja in einem offenen Markt. Sie können auf die Verkäufer eher Druck ausüben, damit ihnen die Preisvorteile aus dem EU-Markt weitergegeben werden. Das kann die überwiegende Zahl der kleinen Stromkunden nicht, weil sie nicht wählen können, weil da der Markt noch nicht offen ist. An diese Überlegung müssen sich halt auch die Betreiber gewöhnen. Dass für die Pumpspeicherung, wie Herr Cramer richtig gesagt hat, die Lage äusserst schwierig ist, darüber sind wir uns alle einig. Dieses Marktmodell dürfte sich aber trotzdem wieder einpendeln. Wir gehen erstens klar davon aus, dass es in der EU Bewegungen gibt, die darauf zielen, gewisse Eckwerte für staatliche Förderungen zu sammeln, damit der Markt nicht übermässig verzerrt wird. Das wird sich einpendeln. Zweitens sind wir wirklich überzeugt, dass das Problem der Speicherung mit zunehmend stochastischer Energie an Bedeutung gewinnt.

4. Meine letzte Bemerkung richtet sich deshalb auch an Herrn Theiler: Ja, die Netzeinbindung der stochastischen Energie ist ein wichtiges Thema. Wir werden im Rahmen der Botschaft auch dort Antworten liefern. Schön wäre es, wenn ohne Mithilfe des Staates ein Markt entstünde. Es ist natürlich so: Wenn im Sommer sehr viel Strom produziert wird, müsste der Preis eigentlich sinken; im Winter hätten Sie dann höhere Preise.



Davon würde vor allem die Wasserkraft profitieren, wenn es im Netzentgelt abgebildet würde und wenn auch jede Stromquelle gemäss ihren Vor- und Nachteilen und gemäss der Verfügbarkeit am Markt abgebildet würde. Mit künftigen Marktpreisen wird das der Fall sein. Aber das müssen wir natürlich auch aufbauen. Wir werden dazu unsere Vorschläge unterbreiten.

Voilà. Ich glaube, mit dieser Vorlage erreichen wir, dass die Warteliste schneller abgebaut wird und dass wir bei den neuen erneuerbaren Energien den Zubau beschleunigen können. Gleichzeitig erreichen wir, dass der Werkplatz Schweiz durch das höhere Netzentgelt nicht zu sehr benachteiligt wird und dass gewisse stromintensive Unternehmen hier nicht in Probleme geraten. Deshalb unterstützen wir diese Vorlage. Deshalb meinen wir, Sie sollten es schaffen, in dieser Session die Schlussabstimmung abzuhalten. Sonst verlieren Sie die Möglichkeit, die Änderung auf den 1. Januar 2014 in Kraft zu setzen.

Ich danke den Kommissionen für die Arbeit und hoffe, Sie können der Kommission von der Stossrichtung her folgen.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition

Energiegesetz **Loi sur l'énergie**

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung, Art. 7 Abs. 2bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, ch. I introduction, art. 7 al. 2bis

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 7a

Antrag der Kommission

Abs. 1

... Sonnenenergie ab 30 Kilowatt, Geothermie ...

Abs. 4bis

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag Zanetti

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag Engler

Abs. 1

... eignen. Bei der Erneuerung und Erweiterung bestehender Wasserkraftanlagen entfällt die Obergrenze von 10 Megawatt. Als Neuanlagen gelten ...

Art. 7a

Proposition de la commission

Al. 1

... l'énergie solaire à partir d'une puissance de 30 kilowatts, l'énergie géothermique ...

Al. 4bis

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition Zanetti





Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

AB 2013 S 381 / BO 2013 E 381

Proposition Engler

Al. 1

... provenant de la biomasse. Le plafond de 10 mégawatts ne s'applique pas en cas de renouvellement ou d'agrandissement de centrales hydro-électriques existantes. Sont réputées nouvelles installations ...

Präsident (Lombardi Filippo, Präsident): Es liegt eine modifizierte Fassung der Fahne vor.

Berberat Didier (S, NE), pour la commission: Je souhaite intervenir sur l'article 7a qui prévoit de faire passer la limite de 10 à 30 kilowatts, me déterminer sur la proposition Zanetti, ainsi que sur la proposition Engler qui se rapportent à l'article 7a alinéa 1.

Comme je l'ai déjà indiqué, notre commission, après avoir demandé une étude complémentaire à l'Office fédéral de l'énergie, vous propose de porter la puissance à 30 kilowatts pour fixer la limite entre les projets qui bénéficieront de la subvention initiale unique et ceux qui pourront obtenir la RPC. Je rappelle aussi que si cette proposition est adoptée par notre conseil, cela créera une divergence avec le Conseil national et qu'il s'agira absolument de l'éliminer durant cette session. Signalons que cette proposition de modification concerne non seulement l'article 7a alinéa 1, mais aussi les articles 7abis alinéas 1 et 3, ainsi que 28d alinéa 4. Ceci fait que l'on parle d'un concept global et je pense que le vote aura lieu sur tout ce concept.

Notre commission soutient la volonté du Conseil national d'exclure les petites installations de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables du système de la RPC en faveur d'une aide unique à l'investissement. Là, nous sommes parfaitement d'accord avec le Conseil national.

Elle partage aussi le souci d'améliorer l'efficacité du système RPC en vue de la mise en place de la nouvelle stratégie énergétique du Conseil fédéral. Notre commission est également favorable à la réduction de la durée pendant laquelle est versée la RPC pour des installations d'une certaine importance et à un traitement différencié des petites installations productrices de courant vert.

La commission s'est toutefois interrogée sur la pertinence d'une limite de puissance fixée à 10 kilowatts pour distinguer les installations ayant droit à la RPC pour chaque kilowattheure produit et celles bénéficiant d'un versement unique à titre d'aide à l'investissement. Etant d'avis qu'il est judicieux que les investisseurs privés bénéficient à l'avenir d'une contribution unique plutôt que de la RPC, elle a examiné les conséquences pouvant découler de différentes limites et les bâtiments caractéristiques qui seraient concernés. Elle constate qu'en élevant la limite à 30 kilowatts, la nouvelle réglementation aurait l'avantage de traiter de manière similaire les maisons individuelles, y compris celles de grande taille. Les habitations agricoles et les granges bénéficieraient à l'avenir également d'une contribution unique, tandis que seules les installations placées sur de grandes habitations agricoles ou sur des bâtiments commerciaux, industriels ou administratifs nécessitant une surface estimée à environ 200 mètres carrés au moins percevraient à l'avenir la RPC.

La commission entend donc induire un comportement qui soit judicieux du point de vue énergétique et espère inciter les particuliers à mettre à profit au mieux la surface à disposition.

On doit cependant indiquer que plusieurs membres de notre commission, dont j'étais, étaient fort sceptiques quant à la fixation de cette limite à 30 kilowatts, qui pourrait le cas échéant dissuader un certain nombre de propriétaires de se lancer dans la construction d'installations productrices d'énergies renouvelables. Ces personnes auraient préféré que la limite de 30 kilowatts soit discutée dans le cadre de la Stratégie énergétique 2050 et non dans la présente révision, suivant en cela d'ailleurs la motion 12.3663 dont nous débattons tout à l'heure et qui prévoit justement que, pour la Stratégie énergétique 2050, l'on étudie la limite de plus de 30 et de moins de 30 kilowatts.

Nous souhaitons aussi rappeler – je l'ai déjà fait lors du débat d'entrée en matière – que si la Chambre du peuple rejette cette modification dans le cadre de l'élimination des divergences, la commission pourrait abandonner cette idée afin de ne pas retarder l'entrée en vigueur de la loi et de reprendre cette question dans le cadre du débat sur la Stratégie énergétique 2050. Madame la conseillère fédérale Leuthard vient de dire qu'il était impératif que nous adoptions la loi le 21 juin prochain pour qu'elle entre en vigueur au début de 2014. J'attire votre attention sur ce risque.





Zanetti Roberto (S, SO): Zu meiner Interessenlage: Ich wohne in Gerlafingen, das ist das Stahldorf schlechthin in der Schweiz. Mein Vater und die Väter meiner Schulkollegen arbeiteten dort im Stahlwerk, und jetzt arbeiten dort noch viele meiner Kollegen. Ich bin weder Verwaltungsrat noch Aktionär, ich habe keinerlei ökonomische Beziehungen zu diesem Werk, mein Verhältnis zu diesem Werk ist eher emotional und wird von meinem Bauchgefühl geprägt. Die weitere Existenz dieses Werkes liegt mir extrem am Herzen.

Ich kann Ihnen sagen – ich hatte heute Vormittag noch Kontakt mit Vertretern des Werkes –, dass heute Nachmittag in diesem Werk eine Krisensitzung stattfindet, bei der wiederum Massnahmen beschlossen werden müssen, damit dieses Werk kurzfristig über die Runden kommt. Das Werk ist wirklich existenziell bedroht. Deshalb mache ich mir in dieser Angelegenheit auch Sorgen. Ich möchte allerdings vorausschicken, dass ich den beiden Kommissionen – der Schwesterkommission im Nationalrat und unserer UREK – ein Kränzchen winden möchte. Sie haben eigentlich in zweierlei Hinsicht die Quadratur des Kreises erreicht, nämlich indem sie einerseits Ökonomie und Ökologie ein bisschen versöhnt haben – sie haben die Interessenlage der stromintensiven Branchen wie auch jene bezüglich der Stromproduktion aus erneuerbaren Energien unter einen Hut gebracht – und andererseits sorgfältig und trotzdem sehr zügig legiferiert haben. Wenn ich es richtig im Kopf habe, hat unsere Kommission erst im Juni des letzten Jahres das Okay zu dieser Gesetzgebungsarbeit gegeben, und bereits jetzt können wir darüber befinden. Das ist also sicherlich eine beachtenswerte Leistung der beiden Kommissionen.

Ich zitiere Ihnen aus der Medienmitteilung unserer Kommission vom 26. April 2013: "Die Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Ständerates hat mit 10 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung dem indirekten Gegenentwurf zur Cleantech-Volksinitiative ohne jegliche Änderung zugestimmt. Sie möchte damit eine rasche Umsetzung der Revision des Energiegesetzes, die vom Nationalrat als Kompromissvorschlag angenommen wurde, erreichen. Des Weiteren empfiehlt sie mit 6 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung die Ablehnung der Volksinitiative. Die Kommission beantragt ihrem Rat, den indirekten Gegenentwurf zur Cleantech-Initiative (12.400) ohne Änderungen anzunehmen. Sie spricht sich sehr klar, mit 10 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung, für den vom Nationalrat ausgearbeiteten Kompromissvorschlag aus." So euphorisch tönte es also Ende April aus der Kommission, und ich muss ehrlich sagen, dass ich sehr erleichtert war und den Eindruck hatte, jetzt könne eigentlich gar nichts mehr passieren, das Fuder könne innert nützlicher Frist ins Tenn gefahren werden, wir könnten im Verlaufe dieser Session abschliessend entscheiden und auf den 1. Januar 2014 könne die Regelung in Kraft treten, was für die stromintensiven Betriebe von allergrösster Bedeutung ist.

Dieser Kompromissvorschlag, der von unserer Kommission Ende April sehr gerühmt worden ist, hat auch im Nationalrat Bestand gehabt: Er konnte nicht nur aus der Kommission heraus, sondern auch im Ratsplenum Mehrheiten hinter sich versammeln. Das war alles ausserordentlich erfreulich.

Nun hat aber die Kommission in einer Sitzung, die nach dem 26. April stattgefunden hat, bei den Förderbestimmungen für Solarenergie, bei diesen Grenzwerten von 10 oder 30 Kilowatt, am Kompromisswerk herumgedoktert. Ich kann knapp zwischen Kilowatt und Kilogramm unterscheiden und will deshalb hier die technische Debatte, was das alles für Auswirkungen hat, auslassen; da hat es berufenere Experten.

AB 2013 S 382 / BO 2013 E 382

Immerhin muss ich aufgrund vieler Reaktionen annehmen, dass mit dem neuen Grenzwert etliche Projekte, insbesondere im gewerblichen und landwirtschaftlichen Bereich, wohl nicht mehr rentabel betrieben werden könnten. Ich will das aber einmal beiseitelassen und mich darauf konzentrieren, inwieweit dieses Kompromisswerk allenfalls kompromittiert wird, sodass es völlig auseinanderbrechen könnte oder wir unseren wirklich strammen Marschrhythmus nicht mehr einhalten können.

Ich habe aus allen Rückmeldungen nicht gehört, dass diese 30 Kilowatt den Kompromiss stabiler machen würden, dass dieser Kompromiss dann breitere Unterstützung finden würde. Ich habe im Gegenteil sehr viel Opposition gespürt, und ich befürchte einfach, dass mit dieser Änderung, die die Kommission vorschlägt, der Kompromiss wirklich akut gefährdet werden könnte. Das will ich einfach nicht! Ich will, dass diese schnelle Lösung der Problematik, in deren Beurteilung wir uns alle einig sind, möglichst nicht unter die Räder kommt. Ich bin deshalb auch der Meinung, dass gewisse Fragen durchaus vertieft angeschaut werden sollen. Im Rahmen der Debatte zur ganzen Energiestrategie, zum ganzen Strategiewechsel kann das aussernd gemacht werden, aber hier geht es darum, nicht mit Dringlichkeitsrecht, aber mit Dringlichkeit ein Problem zu lösen. Es ist für viele ein relativ vernachlässigbares Problem, aber für einige ist es ein ganz existenzielles Problem.

Deshalb möchte ich Sie wirklich ganz herzlich bitten, diesen schnellen Weg nicht zu unterbrechen, keine Differenz zum Nationalrat zu schaffen und in diesem Sinn meinem Antrag, gemäss Nationalrat zu entscheiden, zuzustimmen.

Im Gegensatz zu Kollege Bischof kann ich Ihnen tatsächlich in Aussicht stellen, dass ich die nachfolgend





traktandierte Motion Zanetti, die meinerwegen etwas komplizierter ist, aber das gleiche Ziel zum Inhalt hat, zurückziehen werde. Ich glaube, das darf ich, und das kann ich tun, weil es eben eine ständerätliche Motion ist.

Sie sehen dann auf der Traktandenliste die Motion Bischof 11.3749, von Pirmin Bischof eingereicht, als er noch Nationalrat war, und die Motion Büttiker 11.3502, die von Hans Hess übernommen worden ist. Sie sehen, dass drei Solothurner offenbar ein sehr dringendes Problem festgestellt haben. Das ist nicht Kirchturmpolitik, sondern wir sind mit diesen Fragen sehr vital konfrontiert. Ich kann Ihnen sagen, wenn ich das richtig im Kopf habe, dass das Stahlwerk, das mir so am Herzen liegt, ungefähr den Stromverbrauch der Stadt Biel hat. Dieses Stahlwerk beseitigt aber auch 600 000 Tonnen Schrott. Wenn diesem Stahlwerk irgendwann einmal der Hahn zugekehrt wird, dann werden wir 600 000 Tonnen Schrott irgendwo nach Europa gondeln müssen. Dann werden 600 000 Tonnen Baustahl wieder importiert, also ein ökologischer Nonsens sondergleichen. Deshalb bitte ich Sie, den zügigen Weg, den wir beschritten haben, jetzt nicht zu unterbrechen.

Wenn dieses Geschäft so bereinigt ist, würde ich meine Motion auch zurückziehen, immerhin mit dem Wunsch an die Frau Bundesrätin, die Idee, die dahintersteckt – die, obwohl sie von mir stammt, meines Erachtens recht originell ist –, nicht ganz zu vergessen, wenn sie dann an die Energiestrategie 2050 herangeht. Andere Länder, das kann ich Ihnen versichern, sind sehr viel kreativer, wenn es darum geht, ihre Basisindustrie zu unterstützen. Das Werk in Gerlafingen ist heute in italienischer Hand. Die Schwesterwerke in Italien und in Frankreich produzieren heute mit günstigerem Strom als bei uns in der Schweiz. Ob das über Staatsbeihilfen oder weiss der Geier über welche Methoden bewerkstelligt werden konnte, weiss ich nicht, ich weiss einfach, dass das bei der Berechnung der Konkurrenzpreise ein riesiges Problem ist. Darum ist eigentlich nicht die absolute Höhe des Strompreises die Frage, wie das Kollege Bischof erwähnt hat, sondern die relative Strompreishöhe. Da haben wir ein echtes Problem, deshalb muss da sehr zügig eine Lösung gefunden werden.

Ich bitte Sie also, der schnellstmöglichen Lösung zuzustimmen, diese Differenz aus der Welt zu schaffen und dem Nationalrat zu folgen.

Präsident (Lombardi Filippo, Präsident): Wir haben eben entdeckt, dass wir drei Solothurner Ständeräte haben. Das ist natürlich schon eine besondere Kraft! (*Heiterkeit*)

Engler Stefan (CE, GR): Mein Antrag betrifft eine andere Problematik in Artikel 7a Absatz 1. So, wie wir die Einspeisevergütung heute kennen, und so, wie sie heute daherkommt, ist sie eine technologiespezifische Festpreisvergütung, erfunden zum Zweck der Technologieförderung. Kollege Cramer hat schon Recht: Diese Einspeisevergütung hat etwas in Bewegung gebracht in unserem Land und viele Leute motiviert, im Bereich der erneuerbaren Energien zu investieren. Ich teile seine Ansicht, dass wir ohne diese Art der Förderung, ohne diese Umlagefinanzierung, nicht an dem Punkt wären, wo wir heute stehen. Wenn wir aber zusätzlich zur Technologieförderung – wenn diese Technologien am Markt bestehen, werden wir den Weg der Technologieförderung verlassen müssen – auch etwas für die Effizienz und für die Menge machen wollen, wenn wir also einen Beitrag dafür leisten wollen, dass erneuerbare Energien, und zwar unabhängig davon, ob es sich um neue erneuerbare Energien oder um die konventionelle Wasserkraft handelt, einen Zuwachs verzeichnen können, dann sind wir gut beraten, vor allem auf die bestehenden Anlagen zu setzen und diese noch besser zu nutzen, bevor wir neue Anlagen zulassen.

Ich weiss aus meinem Kanton, dass sich grössere Erneuerungen und Erweiterungen von bestehenden Wasserkraftwerken bei den aktuellen Strompreisen nicht rechnen. Indem man davon absieht, riskiert man sogar, dass es zu Stilllegungen kommt. Bei vielen dieser Anlagen im Bereich der Obergrenze von 10 Megawatt besteht ein grosses Potenzial, um die Produktion zu erhöhen. Das sollte unbedingt genutzt werden. Es gibt auch einen ökologischen Aspekt: Es ist besser, die Produktion bei bestehenden Anlagen zu erhöhen, als in Kleinwasserkraftwerke und Kleinstwasserkraftwerke zu investieren, die immer auch eine ökologische Beeinträchtigung darstellen, wenn neue Gewässer dafür genutzt werden. Mein Antrag geht in die Richtung einer Erweiterung der KEV, und zwar für die Wasserkraft, jedoch nicht für Neuanlagen, sondern für die Erweiterung und Erneuerung bestehender Anlagen. Da sollte die Obergrenze von 10 Megawatt im Interesse einer noch effizienteren Nutzung, eines noch effizienteren Zugewinns erneuerbarer Energien entfallen.

Berberat Didier (S, NE), pour la commission: La commission n'a bien entendu pas discuté cette proposition puisqu'elle vient de nous être distribuée. Je ne vous cacherai pas que cette proposition m'inquiète fort, dans la mesure où même si elle paraît très intéressante, et je crois qu'elle l'est, elle pose un important problème quant à ses conséquences financières qui seront de toute évidence extrêmement importantes et qui mobiliseront une bonne partie de la RPC. Même si l'idée est intéressante, je demande instamment à Monsieur Engler de retirer sa proposition pour nous la soumettre plutôt dans le cadre de la discussion sur la Stratégie énergétique



2050.

Je vous rappelle que nous faisons aujourd'hui une loi d'urgence pour régler deux questions: les gros consommateurs et la RPC. Si l'on commence à introduire des corps étrangers – parce que tout le monde peut déposer un certain nombre de nouvelles propositions –, on risque réellement de ne jamais arriver à mettre en vigueur cette révision partielle avant la Stratégie énergétique 2050. Je rappellerai quand même que l'on souhaite que la loi soit en vigueur en 2014, 2015, 2016. En 2017, en principe, la loi que le Conseil fédéral nous proposera sera en vigueur et cette modification légale tombera, dans la mesure où c'est la Stratégie énergétique 2050 qui reprendra le flambeau. Je pense donc qu'il est extrêmement dangereux d'agir ainsi, parce que je ne vois pas comment arriver durant cette session à régler cette question. On ne peut pas accepter cette proposition telle quelle, malgré son intérêt, parce qu'il faut que l'on demande à l'Office fédéral de l'énergie et au Conseil fédéral de nous faire des projections pour savoir combien cela représenterait

AB 2013 S 383 / BO 2013 E 383

et il est clair que l'on n'a pas le temps matériel d'examiner ces questions.

Je demande donc à Monsieur Engler s'il ne lui serait pas possible de retirer sa proposition et de reprendre cette question dans le cadre de la discussion que l'on aura à partir de l'automne prochain ou du printemps 2014, question qui, je pense, aura de l'intérêt. Mais maintenant, ce n'est vraiment pas le moment.

Eberle Roland (V, TG): Ich bitte Stefan Engler ebenfalls, seinen Antrag zurückzuziehen. Wir kommen hier in Bereiche, in denen es dann schon sehr viel ausmacht. Wir sprechen hier von über der Hälfte der Stromproduktion in der Schweiz, von rund 35 Terawattstunden. Das sind Dimensionen, aufgrund deren wir diese Frage im Rahmen der weiteren Diskussion, damit bin ich einverstanden, vertieft betrachten müssen. Ich bin inhaltlich der Meinung, dass wir die ganze Grenzkostenproblematik der Wasserkraft diskutieren müssen, aber das geht sicher nicht im Rahmen der Behandlung dieser parlamentarischen Initiative. Die Deponierung des Anliegens ist sehr willkommen, aber im Rahmen dieser Initiative ist es nicht zu bewältigen.

Freitag Pankraz (RL, GL): Ich möchte mich zum Antrag Zanetti äussern, also zur Grenze von 10 oder 30 Kilowatt.

Festzustellen ist, dass die jetzige Regelung, also unser KEV-System, in diesem Bereich höhere Ansätze hat und die Laufzeit einen Viertel länger dauert als z. B. in Deutschland. Ich habe von Fotovoltaikanlagen gehört, die nach zwölf oder dreizehn Jahren amortisiert sind. Wir zahlen aber fünfundzwanzig Jahre lang Subventionen! Das heisst doch einfach, dass wir ein System haben, das äusserst grosszügig ist. Vielleicht könnte man auch sagen: Wir verschwenden etwas Geld, wo wir doch effizient sein wollen, was ja eigentlich zur gesamten Strategie passen würde.

Da ist es natürlich nicht überraschend, dass Organisationen aus diesem Bereich und möglicherweise davon Betroffene sich wehren: Die möchten natürlich bei diesem sehr grosszügigen System bleiben und davon profitieren. Auslöser dieser Diskussion in unserer Kommission war ja die Tatsache, dass gerade eine Verordnungsänderung bezüglich der Bewilligung solcher Anlagen ansteht. Dort ist es so, dass die Vorgabegrenze eben 30 Kilowatt ist: Wer unterhalb dieser Grenze ist, kann seine Anlage vereinfacht bewilligen lassen; es gibt also dann eine Sonderlösung bei der Bewilligung. Wir haben nun weiter für kleine Fotovoltaikanlagen eine vereinfachte Sonderlösung bei der Subventionierung, nämlich eine einmalige Unterstützung. Da macht es doch schlicht und einfach Sinn, wenn man beide Grenzen auf der gleichen Höhe festsetzt! Es besteht eine Sonderlösung mit einer schnellen Finanzierung, und diese Anlagen profitieren auch bei der Bewilligung von einer schnelleren und einfacheren Lösung.

Noch etwas zu den beiden Kommissionsinitiativen, wo jetzt gesagt wird, wir dürften uns nicht von der nationalrätlichen Kommission wegbewegen: In unserer Kommission wurde uns gesagt, dass dieses Thema in der nationalrätlichen Kommission nicht vertieft geprüft worden war. Das wollten wir dann nach der ersten Sitzung machen. Wie schon gesagt wurde, liegt nun ein Bericht vom Bundesamt für Energie vor. Sie haben auch von der Frau Bundesrätin gehört, dass dies zuerst einmal heisst, dass so noch einmal fast 6000 zusätzliche Anlagen schneller von dieser Warteliste wegkommen, und sie hat bestätigt, dass auch sie diese Lösung gemäss Kommission des Ständerates unterstütze.

In der Kommission haben wir uns ja dann immerhin so weit zusammengerauft, dass es gar keine Minderheiten gibt. In diesem Sinne würde ich Ihnen jetzt wirklich auch empfehlen, dass wir bei diesem Paket der ständerätlichen Kommission bleiben. Es ist ein Schritt in die richtige Richtung, der noch ein bisschen grösser ist als jener des Nationalrates, und das ist doch gut. Er hilft auch noch etwas mehr beim Abbau der Warteliste. Bleiben Sie also bitte bei der Lösung Ihrer Kommission.



Cramer Robert (G, GE): Je soutiendrai la proposition Zanetti, pour quelques raisons supplémentaires à celles qu'il a pu évoquer.

La première chose qu'il faut relever concernant l'article 7a dans sa nouvelle mouture, c'est que nous sommes dans l'innovation: jusqu'ici et actuellement, toutes les installations peuvent obtenir la RPC, ceci sans aucune espèce de limitation de puissance. Ce qui est proposé dans cette nouvelle loi, c'est de créer un régime spécial pour les installations d'une puissance inférieure à 10 kilowatts. C'est donc un système totalement nouveau qui nous est proposé.

Je ne vous cacherai pas que la première fois que j'ai entendu parler de ce nouveau système, j'y ai été totalement opposé, parce qu'il a pour conséquence que celui qui opte pour une installation sur son toit risque de n'être pas dédommagé pour la création de cette installation et de devoir lui-même en payer une partie. Finalement, je me suis laissé convaincre qu'avec une limite de 10 kilowatts, le système était praticable. Pourquoi? Parce que celui qui opte pour une installation sur son toit, s'il consomme l'énergie qu'il produit, d'une part n'a pas besoin de payer cette énergie, et d'autre part obtient une subvention pour son installation. C'est donc dire que ce qui est convaincant dans le nouveau système, ce qui fait qu'il marche économiquement, c'est le cas de l'autoconsommation: il faut que l'on consomme soi-même l'énergie produite pour que cela fonctionne.

Jusqu'à une puissance de 10 kilowatts, on peut consommer soi-même la production: cela exige une famille de plusieurs personnes. Par contre, on ne consomme pas soi-même la production d'installations de 20 ou 30 kilowatts: ce sont des installations trop importantes pour qu'elles puissent correspondre aux besoins d'une famille.

C'est donc dire que la limite de 10 kilowatts n'est pas arbitraire: c'est une limite qui a un sens et qui correspond à peu près à l'autoconsommation. Ceci signifie très concrètement que, si l'on devait accepter l'amendement proposé, on risquerait d'aboutir à l'effet paradoxal d'avoir beaucoup d'installations jusqu'à 10 kilowatts et ensuite plus rien jusqu'à 30 kilowatts, limite à laquelle le système de subventionnement devient différent, l'autoconsommation entre 10 et 30 kilowatts étant extrêmement hypothétique.

La deuxième raison de se borner à 10 kilowatts est que nous faisons de l'expérimentation; nous passons d'un système à un autre. Commencer cette expérimentation à une échelle plus petite est raisonnable, d'autant plus que, comme vient de nous l'apprendre Madame la conseillère fédérale Leuthard, avec 10 kilowatts nous sommes déjà dans un volume d'à peu près 10 000 installations, ce qui représente environ la moitié des installations qui sont en liste d'attente. C'est donc dire que d'un point de vue administratif, cette limite à 10 kilowatts a énormément de sens.

Troisièmement, nous devons nous souvenir que récemment dans cette salle nous avons adopté la Politique agricole 2014–2017 et que, dans le cadre de celle-ci, on demande de plus en plus de choses aux agriculteurs. L'avenir de l'agriculture, c'est non seulement de produire des denrées pour nourrir les gens ou les animaux comme cela se fait actuellement, mais également de produire de l'énergie. Or, c'est typiquement dans ces puissances de 10 à 30 kilowatts que l'on trouve les possibilités offertes par les toits des étables; c'est le genre d'installations que l'on peut mettre en milieu agricole. En acceptant le texte qui est issu des travaux de la commission, vous intervenez très concrètement de façon extrêmement défavorable et contre l'idée de voir l'agriculture devenir productrice d'énergie. Voilà une raison supplémentaire d'en rester au texte du Conseil national.

Ces considérations étant faites, je suis tout à fait d'accord avec Monsieur Freitag sur le fait qu'aujourd'hui, la RPC est beaucoup trop généreuse. Il est exact que les installations sont amorties plus rapidement que ce que prévoit la RPC et que ce point-là doit être revu. Cette question, à mon avis, est sans rapport avec le texte proposé par la commission. Pour ma part, je soutiendrai l'inscription de durées d'amortissement nettement moins longues que celles prévues

AB 2013 S 384 / BO 2013 E 384

actuellement pour une installation photovoltaïque – mais ce n'est pas l'objet de notre débat de ce jour. Enfin, concernant la proposition Engler, si je la comprends bien, elle prévoit dorénavant de subventionner tout agrandissement d'installation hydroélectrique. Or, quand on sait que les 60 pour cent de l'électricité de notre pays sont produits par des installations hydroélectriques, cela veut dire concrètement qu'on subventionne tout le monde, c'est-à-dire qu'on ne subventionne personne! Enfin, en principe, l'idée d'une subvention, c'est de distinguer une activité particulière. En l'occurrence, ce que l'on veut subventionner, ce sont les nouvelles énergies, pour permettre de les développer, mais le but n'est certainement pas de donner par un grand coup d'arrosoir qui permettrait aux plus grands barrages de ce pays d'obtenir une subvention par le biais de la RPC! Il y a là une raison à mon sens certaine de rejeter cette proposition qui, pour le surplus, n'a pas fait l'objet d'amples discussions en commission et qui se retrouve maintenant devant le conseil. On a beaucoup de



difficultés à en évaluer les effets.

Diener Lenz Verena (GL, ZH): Ich habe mich beim Eintreten nicht gemeldet, weil ich eigentlich gedacht habe, es sei so unbestritten, dass wir diese Vorlage wollen, dass es vielleicht auch gut ist, wenn wir dieses Geschäft nicht endlos in die Länge und in die Breite ziehen. Ich muss aber sagen, dass diese Anträge mich trotzdem herausfordern, kurz noch etwas zu sagen.

Ich finde diese Vorlage sehr gut, ich bin auch froh, dass der Bundesrat diese Vorlage mitträgt, obwohl nur Teilaspekte der KEV angesprochen sind; aber es sind eben wichtige. Ich bin aber der Meinung, dass es, auch wenn es keine grosse Vorlage ist, trotzdem wichtig ist, dass wir im Ständerat die Vorlage des Nationalrates gründlich prüfen. Das haben wir in der Kommission auch gemacht. Im Rahmen dieser Prüfung kam dann die Frage auf: Wie ist das eigentlich mit diesen 10 Kilowatt? Hat das irgendeine tiefere Logik, oder ist das relativ und so über den Daumen gepeilt einfach politisch einmal festgelegt worden? Wir haben dann auch aufgrund der Unterlagen verlangt, dass das Departement für uns noch detailliertere Zahlen aufarbeitet, damit wir die Diskussion führen können, ob die Grenze bei 10 Kilowatt wirklich optimal ist oder ob sie auch verschoben werden könnte. Wir haben gute Unterlagen erhalten und haben diese dann diskutiert. Da haben für uns am Schluss in der Diskussion die Vorteile ganz klar überwogen, um von 10 auf 30 Kilowatt zu gehen. Ich war eigentlich ein bisschen erstaunt, was nachher für ein Gebrause entstand im Wald der Energieengagierten, sage ich jetzt einmal.

Ich möchte noch zwei Aspekte hervorheben, die bis jetzt in dieser Diskussion nicht oder nicht so prononciert erwähnt wurden. Alle diese Projekte, die eine Einmalsumme erhalten, können auf ein rasches, unbürokratisches Verfahren zählen. Das heisst, sie können die Warteschlange irgendwo weit hinten umgehen und kommen rasch zu diesen Vergütungen und können bauen und realisieren. Das ist attraktiv! Für viele Leute ist das attraktiv. Wir wissen, dass wir eine lange Warteliste haben. Wir wissen, dass es Leute gibt, die schon ein bisschen in einem reiferen Alter sind. Wenn sie sich überlegen, ob sie eine Fotovoltaikanlage auf ihr Dach bauen sollen, wollen sie nicht fünf oder zehn Jahre warten, sondern sie sind froh, wenn sie eine Teilunterstützung erhalten, bauen und damit ihren ökologischen Beitrag leisten können.

Wenn wir auf 30 Kilowatt aufstocken – das hat uns auch Frau Bundesrätin Leuthard nochmals kurz aufgezeigt, und wir konnten das auch in den Unterlagen sehen –, wird doch eine beachtliche Grösse von Gesuchen erreicht, die rasch und vorgezogen, ich betone das, behandelt und bewilligt werden können; das ist für die Solarstromerzeugung nicht eine Kleinigkeit.

Dann haben wir noch eine Übergangsbestimmung eingefügt: Bei allen Gesuchen, die bis Ende 2012 eingereicht wurden, hat man die Wahlfreiheit. Die Gesuchsteller können sagen, dass sie diese Einmalzahlung wollen oder dass sie ins KEV-System wollen, womit sie dann in der Warteschlange bleiben. Mit all diesen Gesuchen, die bis Ende 2012 gestellt wurden, passiert also gar nichts Ungerechtes, sondern die Gesuchsteller haben die Wahlfreiheit, auch diejenigen mit 20- und 30-Kilowatt-Anlagen. Das ist ein ganz wichtiger Punkt, der bis jetzt nicht so ins Zentrum gerückt wurde.

Dann noch ein weiterer Hinweis: Wenn wir die Netzzuschläge auf 1,5 Rappen erhöhen, wird es uns gelingen, die Warteliste zu verkürzen, aber nur in Bezug auf die Gesuche, die bis zum 31. Dezember 2011 gestellt wurden. Das heisst, all die Gesuche aus den Jahren 2012 bis 2015 bleiben in der Warteschlange. Da muss man mir mal erklären, was daran so attraktiv ist, auch mit Projekten für 30-Kilowatt-Anlagen in dieser langen Warteschlange zu sein. Wir haben die Zusicherung des Departementes erhalten, dass es möglich ist, diese Gesuche vorzuziehen, wenn die Gesuchsteller bereit sind, nicht der KEV-Linie, sondern der Einmalvergütungslinie zu folgen. Insgesamt bin ich überzeugt, dass die Rahmenbedingungen für die Fotovoltaik mit dem Vorschlag, den wir gemacht haben, interessanter und attraktiver sind, als sie es sind, wenn der Vorschlag durchkommt, den der Nationalrat beschlossen hat.

Darum bin ich der Meinung, dass wir wirklich guten Mutes sein können, dass sich auch der Nationalrat noch einmal über die aufgrund dieser Argumente angepasste Vorlage beugt und ihr zustimmt. Es ist mir auch wichtig, dass wir dieses Geschäft in dieser Session verabschieden können. Das war auch der Kommission wichtig. Ich glaube aber, dass die Opposition, die gegen diese Erhöhung auf 30 Kilowatt entstanden ist, vielleicht einzelne dieser Aspekte, die ich jetzt noch einmal aufgezeigt habe, doch etwas zu wenig gewürdigt hat.

Bruderer Wyss Pascale (S, AG): Ich habe mich ja bereits in der Eintretensdebatte zur Frage des Grenzwertes für einen Systemwechsel geäussert. Ich melde mich aber nochmals zu Wort, weil von Kollege Freitag die Tatsache erwähnt wurde, dass in der Kommissionssitzung kein Minderheitsantrag eingereicht wurde. Das ist richtig, kritische Stimmen gab es aber sehr wohl. Ich kann zumindest für mich sagen, warum ich trotz meiner sehr kritischen Haltung gegenüber der Idee, jetzt diese Korrektur an der parlamentarischen Initiative vorzu-



nehmen, keinen Minderheitsantrag eingereicht habe. Wesentlich war, dass in der Kommission einhellig die Meinung herrschte, mit dieser Modifikation sollten die Vorlage an sich und der Zeitplan, nämlich eine Verabschiedung in dieser Session und eine Inkraftsetzung per 1. Januar 2014, keineswegs gefährdet werden. Das möchte ich nochmals in Erinnerung rufen.

Die Reaktionen, die es jetzt aber gegeben hat und die, wie Kollegin Diener gerade erwähnt hat, vielleicht überraschend waren, zeigen in meinen Augen, dass es sich dabei nicht um ein Detail handelt – für viele Akteure ist es eine wesentliche Frage – und dass es richtig ist, diese Frage hier auszublenden und bei anderer Gelegenheit zu beantworten. Ich halte es auch für sehr wichtig zu klären, ob eine Erhöhung auf 20 oder 30 Kilowatt – vom Bundesamt wurden ursprünglich 20 Kilowatt eingegeben – sinnvoll ist. Ich muss sagen, dass ich für eine solche Diskussion sehr wohl zu haben bin. Gerade die Überlegungen zu einer Erhöhung auf 20 Kilowatt zeigen durchaus, dass eine solche Erhöhung eben auch einen Beschleunigungseffekt haben kann; die Frau Bundesrätin hat es vorhin auch erwähnt. Eine Erhöhung auf 30 Kilowatt wäre nochmals etwas anderes, weil wir dann wirklich in den Bereich der gewerblichen und landwirtschaftlichen Projekte kämen.

Die Tatsache, dass kein Minderheitsantrag vorliegt, hat auch damit zu tun, dass klar war: Der Kerngehalt dieser Vorlage und der Fahrplan sollen in keinem Fall gefährdet werden. Das ist nach wie vor meine Haltung. Die Diskussion, die provoziert wurde und die sich ja jetzt auch hier zeigt, deutet doch darauf hin: Wenn wir diese Vorlage schnell über die Runden bringen wollen – dass wir das tun können, ist eine Qualität dieser Vorlage –, müssen wir möglichst bei der

AB 2013 S 385 / BO 2013 E 385

nationalrätlichen Fassung bleiben. Das wäre auch mein Vorschlag.

Ich werde deshalb für den Antrag Zanetti stimmen und die anderen Einzelanträge, die Differenzen schaffen würden, ablehnen.

Schmid Martin (RL, GR): Ratskollege Zanetti hat vorhin gesagt, dass es sich um ein wesentliches Thema handle, wenn sich drei Solothurner mit je einem Vorstoss dazu melden. Ich möchte deshalb Herrn Ständerat Engler Sukkurs bieten bezüglich der Thematik, die er aufwirft, ohne zu den Fragen bezüglich der 30 Kilowatt und der Obergrenze Stellung zu nehmen. Ich vertrete die Meinung der Kommission, wonach das System der Einmalvergütung auch für Anlagen von 30 Kilowatt die bessere Lösung ist.

Es ist es wert, in dieser Diskussion den Gedanken von Ständerat Engler noch einmal genau zu prüfen. Welche Frage wirft er auf? Er wirft die Frage auf, ob es nicht auch effizient wäre, im Bereich der Produktion Verbesserungen herbeizuführen. Ratskollege Freitag zitierte das Beispiel der Engadiner Kraftwerke AG. Ich lege hier meine Interessen offen: Ich bin Verwaltungsratspräsident dieser Gesellschaft und im Verwaltungsrat von Repower. Zu Repower: Ich stimme Frau Bundesrätin Leuthard zu, wenn sie sagt, dass die betroffenen Unternehmen ein paar Jahre eine schwierige Phase überstehen müssen, weil dies vom Markt her notwendig ist. Sie sagt zudem, es sei Aufgabe der Geschäftsleitung und des Verwaltungsrates, Unternehmen auch durch schwierige Zeiten zu führen. Die Sachlage aber ist da: Wenn das Geld nicht mehr unternehmerisch verdient werden kann, kann auch nicht investiert werden. Dabei wurde darauf hingewiesen, dass die Möglichkeit von Importen besteht. Ja, das ist richtig. Wenn man entsprechend befürwortet, dass man dann auch keine inländische Stromversorgung haben kann, bin ich vollständig damit einverstanden: Dann soll man einen internationalen Markt schaffen, bei dem auch im Ausland investiert wird. Wir werden sicher noch Gelegenheit haben zu diskutieren, ob dies volkswirtschaftlich die bessere Lösung wäre.

Zur Frage der Effizienzsteigerung im Bereich der Produktion: Dieses Beispiel aus der Sphäre der Engadiner Kraftwerke AG, das von Ratskollege Freitag zitiert wurde, zeigt klar auf, dass bestehende Anlagen mit einem verhältnismässig geringen Anteil von finanziellen Mitteln so optimiert werden könnten, dass eine hohe Produktionsleistung möglich ist. Es wurde auch von dem richtigen Gedanken gesprochen, dass man den Steuerfranken eben effizient einsetzen sollte. Ich meine, wenn man sich das vor Augen hielte, würde man zu anderen Schlussfolgerungen gelangen, als dieser Kommissionsinitiative zuzustimmen.

Auch ich werde mich letztlich der Macht des Faktischen beugen, weil ich eben weiss, dass auf politischer Ebene die Meinungen gemacht sind. Wir werden aber später sicher einmal Gelegenheit haben, über den Einsatz des Steuerfrankens zu diskutieren. Da möchte ich auch die nationalrätliche Kommission auffordern, sich dann im Detail mit diesen Vorlagen zu beschäftigen, was ja gemäss den Votanten vorhin nicht der Fall gewesen ist. Denn es geht nicht darum, Technologien gegeneinander auszuspielen, sondern für den Steuerfranken die günstigste Lösung zu erhalten und eben dort auch Marktmodelle zu vervollständigen.

Insoweit habe ich jetzt noch Kollege Engler Zeit gegeben, damit er sich überlegen kann, ob er eben seinen Antrag aufrechterhalten will. Ich möchte einfach signalisieren, dass man dieses Thema trotz allem ernst nehmen



muss. Denn wenn es das Ziel ist, aus der Atomenergie auszusteigen, dann brauchen wir einen Beitrag und wollen auch einen solchen leisten, gerade auch von der Repower her, die nur 10 Prozent Atomstrom hat. Wir sind auf dem Weg, in diesem Bereich zu investieren und Massnahmen zu ergreifen. Aber das braucht auch gewisse Rahmenbedingungen, die gegeben sein müssen.

Engler Stefan (CE, GR): Ich habe mehrfach gehört, dass ich diesen Antrag jetzt zurückziehen solle, um die Vorlage nicht zu gefährden; ich tue dies selbstverständlich. Ich sehe die Realitäten, ich sehe ein, dass es schwierig ist, diesen Antrag ausserhalb der Kommission durchzubringen.

Es ging mir aber darum, im Hinblick auf den nächsten Schritt, wenn wir dann vielleicht von der Technologieförderung weg zur Produktionsförderung erneuerbarer Energien kommen, auf einen Konstruktionsfehler der KEV hinzuweisen, welcher nicht nur das Effizienzpotenzial betrifft, sondern auch noch eine ökologische Bedeutung hat. Es ist sinnvoller, bestehende Anlagen auszubauen, als mit kleinen und kleinsten Kraftwerken neue Gewässer zu tangieren. Wenn ich trotzdem noch etwas mitgeben darf – ich ziehe den Antrag zurück –, so glaube ich, dass es im Rahmen der Überarbeitung der Verordnung durchaus angezeigt wäre zu überprüfen, ob nicht die Sanierung, die Erneuerung bestehender Wasserkraftwerke Priorität vor dem Neubau von Klein- und Kleinstkraftwerken haben muss.

Leuthard Doris, Bundesrätin: Vielleicht beginne ich am besten mit dem zurückgezogenen Einzelantrag. Ich kann Herrn Ständerat Engler versichern, dass bei der Wasserkraft die Diskussion tatsächlich im Rahmen der Gesamtstrategie geführt werden muss. Es geht dann auch darum, die Eingriffe in BLN-Gebiete genau anzuschauen, zu definieren, ob es sinnvoll ist, Grossanlagen und bestehende Anlagen zu fördern, bevor wir sehr viele neue Kleinanlagen mit Eingriffen in die Landschaft fördern. Deshalb macht es Sinn, Fördersystem, Eingriff und nationales Interesse miteinander zu diskutieren. Wir sind auch daran, genau das, was Sie erwähnt haben, zu studieren, und werden dann Entsprechendes vorschlagen.

Nochmals zum Einzelantrag Zanetti, zur Frage, ob 10 oder 30 Kilowatt: Ich staune auch etwas über die Diskussion. Erstens einmal muss ich sagen, dass ich im Grunde genommen so wenig wie möglich und nur so lange wie nötig subventionieren möchte. Das KEV-System ist nicht dazu da, Herr Cramer, dass Investoren kein Risiko mehr haben und dass Papa oder Mama Staat einfach sagt: "Du investierst, und alle Preisdifferenzen werden dir auf ewig vom Staat vergütet." Das kann nicht sein. Deshalb ist es das Ziel des Bundesrates, etwas anzuschieben. Wir müssen jetzt wirklich etwas tun – weg von einem Mauerblümchendasein, hin zu grösserer Bedeutung aller erneuerbaren Energien. Es ist aber zeitlich und von den Mitteln her begrenzt. Der Markt spielt ja zugunsten der Erneuerbaren, darin sind sich auch die Branchenverbände einig.

Weiter stellt sich die Frage, welche Zielgruppe wir hier mit 10, 20 oder 30 Kilowatt tatsächlich im Blick haben. Das hat die Kommission studiert; das hatte man im Nationalrat tatsächlich noch nicht gemacht. Wir haben hier das klassische Einfamilienhaus. Wir haben neu dann zusätzlich die Bauernhäuser und Scheunendächer. Wir bewegen uns also nach wie vor in einer Zielgruppe von privaten Investoren. Das sind mehrheitlich Eigentümer, die sagen, dass sie Dachflächen nutzen und in eine Fotovoltaikanlage investieren wollen. In allen Bereichen, in denen wir mit einem Flächenbedarf von 140 Quadratmetern und mehr rechnen müssen, handelt es sich um klassische Investitionsanlagen von institutionellen Anlegern, von professionellen Anbietern. Sie haben dann mit dem klassischen KEV-System auch das adäquate Vergütungssystem. Das muss meines Erachtens entscheidend sein. Wenn wir den Privaten im Auge haben, wird das mit diesem vereinfachten System, mit der Einmalvergütung, unseres Erachtens bis 30 Kilowatt absolut abgebildet.

Ein weiteres Argument ist der Eigenverbrauch. Darauf ist unsere Eigenverbrauchsregelung die Antwort: Wenn heute jemand eine Fotovoltaikanlage baut, ein Risiko eingeht und noch etwas verdienen kann, wenn er zusätzlich etwas einspeisen kann, dann ist das doch nicht zu verhindern! Es ist doch sinnvoll, wenn er über seinen Eigenverbrauch hinaus Strom produziert und zur Verfügung stellt. Deshalb ist auch das für mich kein Argument, um die 30 Kilowatt zu verhindern.

Ich muss immer wieder betonen: Fotovoltaik unterstützen ist gut; aber wenn wir bis 30 Kilowatt gehen, sind es 16 000

AB 2013 S 386 / BO 2013 E 386

Anlagen auf der Warteliste, das sind viele Anlagen, doch in Bezug auf die zu erwartende installierte Leistung sind es nur 15 Prozent der gesamten Leistung gemäss Warteliste. Wir haben wesentlich ergiebigere Anlagen: bei der Wasserkraft, der Windkraft und der Biomasse. Wenn man knallhart rein ökonomisch entscheiden müsste, müsste man sagen: Für diese Anlagen lohnt sich jeder Franken zehnmal mehr. Das ist die Marktsituation, die wir nach wie vor haben. Wir sagen trotzdem, dass wir Fotovoltaik wollen; wir haben ein Potenzial, das wollen wir nutzen. Aber machen Sie sich keine Illusionen: Es sind zwar viele Anlagen mit einer Leistung für





30 Kilowatt, aber die damit installierte Leistung, die Zahl der damit produzierten Kilowattstunden beträgt nur 15 Prozent der gesamten Leistung gemäss Liste. Wir alle haben am Schluss ein Interesse: Wir rechnen nicht in Anzahl Anlagen, sondern wir müssen produzieren, damit wir die Kernkraftproduktion kontinuierlich ersetzen können. Das heisst, am Schluss zählt die produzierte Kilowattstunde. Nur das ist Versorgungssicherheit, nicht die Anzahl Anlagen. Deshalb spielt hier das Instrument der Förderung schon eine Rolle. Wenn wir die Stromproduktion jetzt glaubwürdig ändern wollen, müssen wir schauen, dass wir am Schluss genügend Produktion haben, und das erreichen wir mit dem Ansatz 30 Kilowatt besser als mit der Limite von 10 Kilowatt. Deshalb bitte ich Sie, den Antrag Zanetti abzulehnen.

Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): La proposta Engler è ritirata.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission ... 27 Stimmen

Für den Antrag Zanetti ... 12 Stimmen

Art. 7abis

Antrag der Kommission

Abs. 1

Neue Fotovoltaikanlagen unter 30 Kilowatt können ... nicht auf 30 Kilowatt oder mehr erweitert wird.

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 3

... und auf 30 Kilowatt oder mehr ...

Abs. 4

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag Zanetti

Abs. 1, 3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag Schmid Martin

Abs. 1

... nehmen (Einmalvergütung). Das Gleiche gilt für eine wesentliche Erweiterung der Neuanlage ...

Art. 7abis

Proposition de la commission

Al. 1

Les nouvelles installations photovoltaïques de moins de 30 kilowatts peuvent ... globale à 30 kilowatts ou plus.

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 3

... puissance à 30 kilowatts ou plus ...

Al. 4

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition Zanetti

Al. 1, 3

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition Schmid Martin

Al. 1

... (rétribution unique). Il en va de même de tout agrandissement substantiel de la nouvelle installation ...

Berberat Didier (S, NE), pour la commission: La proposition Schmid Martin a été déposée tout à l'heure. Nous avons discuté cette question en commission dans la mesure où, vous le savez, si la première phrase de l'article





7abis alinéa 1 dit: "Les nouvelles installations photovoltaïques de moins de 30 kilowatts peuvent demander une contribution unique", la seconde phrase précise qu'"il en va de même de tout agrandissement de la nouvelle installation ne portant pas sa puissance globale à 30 kilowatts ou plus". En allemand il est dit: "Das Gleiche gilt für jegliche Erweiterung der Neuanlage."

Le problème qui s'est posé, c'est que la majorité de la commission – mais une majorité très ténue puisque c'est la voix prépondérante du président qui a tranché – n'a pas souhaité revenir sur cette disposition, en estimant qu'il appartiendrait au Conseil fédéral de dire dans une ordonnance d'exécution ce qu'il entendait par "tout agrandissement". En effet, à nos yeux, si la puissance est portée par exemple de 12 à 25 kilowatts – dans le nouveau système qui va jusqu'à 30 kilowatts –, il est clair qu'une rétribution complémentaire devra être versée. Par contre, le propriétaire qui rajoute sur son toit des panneaux solaires pour une puissance de 0,5 kilowatt supplémentaire, ce qui représente à peu près 3,5 mètres carrés de panneaux supplémentaires, ne devra pas avoir droit à une telle rétribution.

A mon avis, on peut approuver la version initiale du projet de la commission du Conseil national et celle de la majorité de la commission du Conseil des Etats, pour éviter une divergence supplémentaire, dans la mesure où le Conseil fédéral pourrait clarifier dans son ordonnance quels agrandissements bénéficieront effectivement d'une contribution unique. Je sais que la Commission de rédaction de langue allemande a estimé que le terme "jegliche" poserait un problème, car cela veut dire que tout agrandissement, même de 0,05 mètre carré de panneaux, devrait donner lieu à une rétribution complémentaire. Pour ma part, je ne suis pas certain que cette interprétation soit juste.

Je dirai que la proposition Schmid Martin, que l'auteur développera tout à l'heure, ne pose pas d'immenses problèmes, sauf celui, je vous le rappelle, de créer une divergence avec le Conseil national.

Schmid Martin (RL, GR): Wie schon der Kommissionssprecher dargelegt hat, geht es nicht um eine wesentliche Änderung. Aus meiner Sicht können Sie dem Antrag, den ich eingebracht habe, zustimmen und bringen dadurch die ganze Vorlage nicht ins Wanken, sodass sie nicht mehr auf den 1. Januar 2014 in Kraft treten könnte.

Im Unterschied zur Kommission möchte ich dem Departement einen Spielraum eröffnen, indem die gleichen Grundsätze nur für eine wesentliche Erweiterung einer Neuanlage gelten, nicht aber für jede kleinste Erweiterung der Anlage. Stellen Sie sich einmal vor – Frau Bundesrätin Leuthard hat das Beispiel schon gebracht –, eine Anlage würde um einige wenige Fotovoltaikzellen erweitert und daraus würde sich dann ein Anspruch auf eine Einmalvergütung ergeben. Ich meine, hier schössen wir als Gesetzgeber weit übers Ziel hinaus und sollten eben unsere Verantwortung wahrnehmen und sauber legislieren. Denn wenn hier steht, dass jegliche Erweiterung in diesem Bereich einen Anspruch auf eine Einmalvergütung ergibt, dann könnte ein Rechtsuchender das auch noch vor Gericht durchzusetzen versuchen.

Ich möchte Ihnen deshalb beantragen, dass man dies nicht der Redaktionskommission überlässt, sondern im Gesetz gerade festhält, dass diese Grundsätze eben nur dann gelten, wenn eine wesentliche Erweiterung der Neuanlage vorgenommen wird. Dann könnte das Departement auf Verordnungsstufe klar regeln, welche Voraussetzungen für eine Einmalvergütung erfüllt sein sollen. Dabei kann man auch bürokratische und praktikable Ansätze berücksichtigen.

Leuthard Doris, Bundesrätin: Ich finde diesen Antrag sehr hilfreich. Es ist effektiv so: Wir müssen hier irgendwo eine Untergrenze finden. Mit der Formulierung "jegliche Erweiterung" nehmen Sie uns auf der Verordnungsebene jeden Spielraum. Wenn es "jegliche Erweiterung" heisst, dann

AB 2013 S 387 / BO 2013 E 387

kann ich auf Verordnungsebene nicht sagen, die Kleinen seien nicht gemeint. Wenn das Parlament "jegliche" sagt, dann bedeutet das "jegliche".

Wir meinen deshalb, dass wir mit dem Antrag Schmid Martin eine gewisse Flexibilität haben und dann auf Verordnungsebene – natürlich in der Diskussion mit Ihnen – sagen können, wo Aufwand und Ertrag in einem Missverhältnis stehen.

Ich bitte Sie deshalb, den Antrag Schmid Martin anzunehmen.

Präsident (Lombardi Filippo, Präsident): Über den Antrag Zanetti ist bei Artikel 7a entschieden worden. Frau Bundesrätin Leuthard unterstützt den Antrag Schmid Martin.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Schmid Martin ... offensichtliche Mehrheit





Für den Antrag der Kommission ... Minderheit

Art. 7ater; 15b Abs. 1 Bst. bbis, 3, 4; 15bbis; 15bter; 24 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 7ater; 15b al. 1 let. bbis, 3, 4; 15bbis; 15bter; 24 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 28d

Antrag der Kommission

Abs. 1–3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 4

Betreiber einer neuen Fotovoltaikanlage unter 30 Kilowatt, die bis ...

Antrag Zanetti

Abs. 4

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 28d

Proposition de la commission

Al. 1–3

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 4

... de moins de 30 kilowatts qui n'ont ...

Proposition Zanetti

Al. 4

Adhérer à la décision du Conseil national

Berberat Didier (S, NE), pour la commission: Je souhaiterais intervenir brièvement sur l'article 28d alinéa 3. Il convient d'apporter une précision au sujet du contingentement des installations photovoltaïques qui restent dans le système de la RPC. En effet, au cours des débats relatifs au projet de révision partielle de cette loi, la question de savoir comment le contingentement des installations photovoltaïques devrait se faire a été soulevée. La CEATE-CN a indiqué dans le rapport explicatif du projet de loi que l'augmentation annuelle de capacité du photovoltaïque devrait se monter à 130 mégawatts de 2014 à 2016, et être accrue de manière continue afin que la liste d'attente disparaisse. L'OFEN a confirmé qu'il s'agissait d'atteindre 130 mégawatts en 2014, 140 en 2015 et 150 en 2016.

Cette question a été évoquée en commission et l'OFEN nous a indiqué qu'avec l'augmentation de la RPC à 1,5 centime, que nous avons acceptée tout à l'heure, il ne devrait pas y avoir de problème de contingentement pour les années 2014 à 2017. Si cela devait, contre toute attente, ne pas être le cas, la commission a estimé que le solaire ne devrait pas avoir la priorité par rapport aux autres énergies renouvelables. Ce n'est pas une modification, c'est simplement une précision qui a été voulue par la commission.

Präsident (Lombardi Filippo, Präsident): Über den Antrag Zanetti ist bei Artikel 7a entschieden worden.

Angenommen gemäss Antrag der Kommission

Adopté selon la proposition de la commission

Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates





Antrag Schmid Martin

Abs. 1

Dieses Gesetz untersteht dem fakultativen Referendum. Es tritt per 31. Dezember 2016 ausser Kraft. Für bis zu diesem Zeitpunkt bewilligte Gesuche gelten die Bestimmungen dieses Gesetzes weiter. Der Bundesrat kann Ausnahmen vorsehen.

Ch. II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition Schmid Martin

Al. 1

La présente loi est sujette au référendum. Elle a effet jusqu'au 31 décembre 2016. Ses dispositions demeurent applicables aux demandes approuvées avant cette date. Le Conseil fédéral peut prévoir des dérogations.

Schmid Martin (RL, GR): Vermutlich habe ich diesmal mit meinem Antrag nicht mehr so viel Erfolg wie mit meinem letzten Antrag. Trotzdem möchte ich hier nochmals die Diskussion lancieren.

Was für einen Antrag stelle ich hier? Es geht mir um eine Sunset-Regelung für das Gesetz; es soll eine Befristung in dieses Gesetz eingebracht werden, das ein System enthält, das heute von vielen hier drin als untauglich bzw. als nicht optimal bezeichnet wurde. Ich ziehe nur die Konsequenzen aus den Voten vieler Vorredner, die auf Mängel hingewiesen haben, die aufgebracht haben, dass man im Rahmen der Energiestrategie 2050 eine Neukonzeption der Förderung vornehmen müsste. Ich bin auch der Meinung, dass wir dannzumal eine Neubeurteilung vornehmen müssen, damit wir sehen, wie wir die Produktionsziele, wie sie auch von Frau Bundesrätin Leuthard genannt wurden, erreichen können. Ob es dann nur mit Marktkräften gehen wird? Das wird höchstwahrscheinlich auch dannzumal nicht der Fall sein.

Wir sehen auch die Entwicklung in anderen Ländern. Es wurde insbesondere auf Deutschland oder Österreich hingewiesen, welche auch Änderungen an ihrem System vornehmen. Diese werden auch in den Zeitraum bis zum 31. Dezember 2016 fallen. Wenn der Ständerat heute schon ein Signal geben würde, könnten sich auch die Investoren darauf einrichten, dass dieses System ein Ablaufdatum hat, dass sie Investitionen entsprechend vorziehen und die Projekte jetzt lancieren können.

Ich habe in meinen Antrag bewusst eine Ausnahmeregelung aufgenommen. Ich möchte die Türe offen halten, damit der Bundesrat in einem späteren Zeitpunkt Ausnahmen bewilligen könnte, sofern diese Projekte wegen Bewilligungsverzögerungen jetzt nicht realisiert werden können.

Es ist mir klar, dass es in diesem Bereich immer schwierig ist, einen Ausstieg zu formulieren. Diese Aufgabe wird aber der Bundesrat in seinem System dannzumal selbst haben, wenn wir vom jetzigen System weggehen wollen. Wir alle kommen als Gesetzgeber nicht darum herum. Ich meine, dass wir mit dieser Sunset-Regelung – ich gebe zu, das ist in der Schweiz in vielen Gesetzgebungen nicht üblich – auch klare Verhältnisse schaffen, und wir würden uns selbst den Druck auferlegen, bis zu diesem Zeitpunkt ein neues System zu finden.

Ich bin froh, dass viele Vorredner darauf hingewiesen haben, dass sie mit den Mängeln des bisherigen Systems auch nicht einverstanden sind und dass man Massnahmen treffen sollte. Ein nachhaltiges System würde auch für die

AB 2013 S 388 / BO 2013 E 388

Energiebranche den Weg für den Ausstieg aus der Atomenergie bereiten. Ich bin überzeugt, dass das letztlich die bessere Ausstiegsmöglichkeit ist, als in eine Subventionswirtschaft überzugehen.

Auch ich habe die Anstossfinanzierung, wie sie die KEV verlangt hat, befürwortet. Aber ich meine, wir sind jetzt in eine weitere Phase der Entwicklung eingetreten, und möchte deshalb zur Diskussion stellen, einen Schlusstrich zu ziehen, auch als Gesetzgeber. Dafür hätten wir den Druck, bis zu diesem Zeitpunkt ein neues System zu haben. Die Energieprognosen, Sie können dazu die Futures der Energiemärkte anschauen, zeigen weit über das Jahr 2016 hinaus weiterhin tiefe Energiepreise. Man hat also die Gewissheit, auch in der Branche, dass man sich über zehn bis fünfzehn Jahre auf dem internationalen Strommarkt zu Gestehungskosten unter 5 Rappen eindecken kann. Das sind die Perspektiven, mit denen wir uns als Gesetzgeber zu beschäftigen haben.

Berberat Didier (S, NE), pour la commission: La commission n'a pas discuté cette question. Cependant, à titre personnel et sur la base des débats de la commission, je dirai que cette deuxième proposition Schmid Martin, alors que la première avait beaucoup de pertinence, me pose quelques problèmes et devrait en poser au





Parlement, dans la mesure où on le met sous pression en disant que la loi n'a effet que jusqu'au 31 décembre 2016. Il est clair qu'il est prévu – et le Conseil fédéral publiera bientôt un message là-dessus – de mener les débats en commission et au plénum durant les années 2014–2016. Mais qu'advierait-il si nous avions un peu de retard? On se retrouverait avec un problème légal, une sorte de vide juridique puisque la validité de la loi prendrait fin le 31 décembre 2016 alors que nous n'aurions pas tout à fait terminé les débats au sujet de la Stratégie énergétique 2050. On aurait un vide juridique.

Je ne vous cacherai pas que quand je vois le temps que nous avons passé en commission et au conseil pour discuter de deux points alors que la Stratégie énergétique 2050 comprendra des dizaines de points, je crains que, même si nous faisons tout notre possible pour finir les travaux en 2016 pour que la loi entre en vigueur en 2017, on ne prenne un risque considérable.

En plus de cela, on nous demande d'abroger la loi, alors qu'en principe on abroge un article. Ce serait donc d'emblée une loi temporaire, alors que je présume – et Madame la conseillère fédérale Leuthard le confirmera – qu'il y aura dans le message une disposition légale abrogatoire qui dira que l'ancienne loi sur l'énergie n'a plus effet et que c'est la nouvelle loi sur l'énergie qui entre en vigueur. Je préfère que l'abrogation vienne de la nouvelle loi plutôt qu'elle ne soit déjà prévue dans l'ancienne.

Je vous rappelle que ce projet issu de l'initiative 12.400 est un contre-projet indirect à l'initiative cleantech: alors, comment expliquer aux initiants que la durée de validité du contre-projet indirect ne sera que de trois ans? Cela pose un réel problème; c'est la raison pour laquelle je pense qu'il serait judicieux de rejeter cette proposition.

Theiler Georges (RL, LU): Ich habe durchaus Sympathien für solche Sunset-Klauseln; es wäre eigentlich gut, wir würden das in allen Gesetzen einführen, da würde ich sofort zustimmen. Aber dass man das ausgerechnet in einem Gesetz macht, das eigentlich einen Anreiz setzt, da kann ich Herrn Schmid – wir sind ja wirklich gute Kollegen – mit dem besten Willen nicht folgen. Das löst eine Unsicherheit aus, gerade bei den Firmen, die auf diese Reduktionen zählen, und es löst natürlich auch eine Unsicherheit bei allen aus, welche in diese Technologien investieren. Ich würde, Herr Schmid, an Ihrer Stelle dem Beispiel Ihres Kollegen aus dem Kanton Graubünden folgen und diesen Antrag doch bitte zurückziehen. Dann können wir zum Abendessen gehen.

Eberle Roland (V, TG): Ich kann mich dem nur anschliessen: Ein Sonnenuntergang zum falschen Zeitpunkt könnte leicht zu einer Finsternis führen. (*Heiterkeit*)

Schmid Martin (RL, GR): Ich hätte zumindest noch gerne die Ausführungen von Frau Bundesrätin Leuthard gehört, denn letztlich geht es mir hier auch um die Aussage, wann die Botschaft zur Energiestrategie kommt. In diesem Zeitpunkt werden wir wieder Gelegenheit haben, dieses System zu diskutieren. Wenn Frau Bundesrätin Leuthard hier auch noch zu Protokoll geben kann, dass sie sich dafür einsetzt, dass in dieser Botschaft steht, dass dieses System umgebaut werde, sodass man meinem Anliegen gerecht wird, dann würde einem Rückzug meines Antrages nichts mehr im Wege stehen.

Ich möchte hier noch meine Interessenbindungen in diesem Bereich angeben: Ich bin bei Fontavis im Verwaltungsrat. Das ist ein Assetmanager eines Clean-Energy-Fonds, aus dem wir sehr viel Geld in der Schweiz in den Atomenergieausstieg und in den Umbau in erneuerbare Energien investieren. Ich möchte damit nur zum Ausdruck bringen, dass ich hier ein gewisses eigenes Interesse habe, dass es solche Fördersysteme gibt. Trotzdem möchte ich darauf hinweisen, dass es nicht darum gehen kann, dass man höhere Renditen abholen kann, ohne dass sie wirtschaftlich gerechtfertigt sind. Insoweit stelle ich in Aussicht, dass ich meinen Antrag zurückziehen werde, falls Frau Bundesrätin Leuthard hier noch ein paar Ausführungen zum weiteren Vorgehen des Bundesrates machen kann.

Leuthard Doris, Bundesrätin: Ich kann Herrn Schmid drei Gründe für einen Rückzug seines Antrages liefern:

1. Mit Ihrer Formulierung laufen Sie Gefahr, dass das ganze Energiegesetz am 31. Dezember 2016 ausser Kraft gesetzt würde. So, wie Sie Ihren Antrag formuliert haben, bezieht er sich nicht nur auf die Teilrevision, sondern auf das ganze Gesetz. Das haben Sie wahrscheinlich nicht bedacht.

2. Die Cleantech-Initiative würde wahrscheinlich nicht zurückgezogen, wenn das ganze Fördersystem nur noch drei Jahre in Kraft wäre.

3. Gerade auch was die Befreiung der stromintensiven Betriebe betrifft – dafür haben Sie sich ja sehr eingesetzt –, hätten wir im Jahr 2016 zig Motionen, weil gesagt würde: "Aber das geht doch nicht, wir müssen diese Betriebe weiterhin gut behandeln, das muss fortgesetzt werden!" Das wäre auch nicht gut.

Wir bleiben dabei, Herr Ständerat Schmid: Im September haben Sie die Botschaft des Bundesrates, ich kann das zum x-ten Mal bestätigen. Wir sind voll auf Kurs. Sie werden dann das Fördersystem sehen, Sie werden



sich intensiv mit den Befreiungstatbeständen auseinandersetzen können. Wenn Sie dann Limitierungen in zeitlicher Hinsicht einfügen wollen, ist das kein Problem – that's the normal parliamentary way! Ziehen Sie den Antrag zurück! Das ist gescheiter.

Schmid Martin (RL, GR): Obwohl nur der letzte Punkt überzeugend war, ziehe ich den Antrag jetzt zurück.
(Heiterkeit)

Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): La proposta Schmid Martin è ritirata.

*Angenommen gemäss Antrag der Kommission
Adopté selon la proposition de la commission*

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
Für Annahme des Entwurfes ... 35 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(2 Enthaltungen)

AB 2013 S 389 / BO 2013 E 389